

ANNEXE 9

BILANS SIMPLIFIES DE LA SOCIETE TERREAL

TERREAL SAS

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2021)

PricewaterhouseCoopers Audit
63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
S.A.S. au capital de € 2.510.460
672 006 483 RCS Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres
Tour First TSA 14444
92037 Paris – La Défense cedex
S.A.S. au capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2021)

A l'associé unique

TERREAL SAS

15, rue Pagès

92158 Suresnes Cedex

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société TERREAL SAS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Événements significatifs de l'exercice – Provisions retraites » de l'annexe aux comptes annuels qui expose l'incidence du changement de méthode comptable relatif à la comptabilisation des engagements de retraite.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les titres de participation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément

aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la

capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La-Défense, le 22 avril 2022

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

ERNST & YOUNG et Autres

Marie-Cécile Dang Tran

Romain Lancner



TERREAL

COMPTES ANNUELS

AU 31/12/2021

SASU au capital de 87 176 320 €

Siège social : 13 - 17 RUE PAGES , 92150 SURESNES

R.C.S. Nanterre 562 110 346

SOMMAIRE

Bilan Actif.....	4
Bilan Passif.....	5
Compte de résultat (partie 1)	6
Compte de résultat (partie 2)	7
Préambule	9
Consolidation	9
Événements significatifs de l'exercice.....	9
Événement post-clôture	10
Principes, règles et méthodes comptables.....	11
1. Immobilisations incorporelles	11
2. Immobilisations corporelles	11
3. Titres de participations et autres titres	12
4. Stocks de marchandises et stocks d'en cours	12
5. Créances	12
6. Provisions pour risques et charges :	13
Immobilisations	14
Amortissements.....	14
Dépréciations	15
Etat des stocks	16
Créances	16
Valeurs mobilières de placement.....	16
Charges constatées d'avance.....	17
Prime d'émission d'emprunts.....	17
Ecart de conversion actif.....	17
Capitaux propres	18
Provisions	18
Dettes.....	19
Ecart de conversion passif.....	20
Ventilation du chiffre d'affaires.....	20
Produits à recevoir	20
Charges à payer	21
Transfert de charges	21
Frais de développement.....	21
Résultat financier	22
Résultat exceptionnel	23
Intégration fiscale	24
Accroissement et allègement de la dette future d'impôt.....	25
Impôts sur les sociétés.....	25
Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE).....	25

Information au titre des opérations réalisées avec des parties liées	26
Rémunération des dirigeants.....	26
Crédit-bail.....	26
Engagements financiers	27
Effectif moyen	28
Information relative aux opérations de nature spécifique	28
Tableau des filiales et participations (K€)	30

BILAN

COMPTE DE RESULTAT

Bilan Actif

Rubriques	Brut	Amortissement	Net 2021	Net 2020
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	99 703 830	12 366 269	87 337 561	86 812 669
Fonds commercial	164 950	160 071	4 878	4 878
Autres immobilisations incorporelles	792 570		792 570	1 600 298
Avances et acomptes sur immobilisation incorporelles				
Total immobilisations incorporelles	100 661 350	12 526 341	88 135 009	88 417 845
Immobilisations corporelles				
Terrains	38 740 739	20 371 111	18 369 629	19 578 700
Constructions	88 225 353	44 253 087	43 972 266	45 315 902
Installations techniques, mat. et outillage industriels	378 350 504	318 351 959	59 998 544	62 859 824
Autres immobilisations corporelles	84 201 894	66 974 750	17 227 144	17 392 257
Immobilisations en cours	22 328 994		22 328 994	20 840 862
Avances et acomptes	353 518		353 518	13 358
Total immobilisations corporelles	612 201 002	449 950 906	162 250 096	166 000 903
Immobilisations financières				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	153 546 317	128 180 270	25 366 047	25 366 047
Créances rattachées à des participations	13 959 398	10 000 000	3 959 398	3 881 398
Autres titres immobilisés	24 978	331	24 647	24 647
Prêts				
Autres immobilisations financières	18 718 839		18 718 839	12 688 637
Total immobilisations corporelles	186 249 532	138 180 600	48 068 931	41 960 729
ACTIF IMMOBILISE	899 111 884	600 657 847	298 454 037	296 379 478
Stocks				
Matières premières, approvisionnements	43 966 687	10 041 148	33 925 539	26 364 042
En cours de production de biens	6 907 136	827 416	6 079 720	5 837 759
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	25 283 082	4 169 793	21 113 289	23 614 231
Marchandises	3 602 302	363 067	3 239 235	2 869 611
Total des stocks	79 759 208	15 401 424	64 357 784	58 685 644
Créances				
Avances et acomptes versés sur commandes	132 191		132 191	186 550
Clients et comptes rattachés	64 089 048	113 783	63 975 265	49 091 917
Autres créances	54 523 659	8 024 385	46 499 274	30 110 028
Capital souscrit et appelé, non versé				
Total des créances	118 744 898	8 138 168	110 606 730	79 388 495
Disponibilités et divers				
Valeurs mobilières dont actions propres :	5 001 260		5 001 260	
Disponibilités	33 048 560		33 048 560	39 638 737
Charges constatées d'avance	775 472		775 472	602 359
Total disponibilités et divers	38 049 820		38 049 820	39 638 737
ACTIF CIRCULANT	236 553 926	23 539 592	213 014 334	177 712 876
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations	853 720		853 720	1 059 077
Ecart de conversion actif	72 344		72 344	419 734
TOTAL GENERAL	1 137 367 347	624 197 440	513 169 907	476 173 524

Bilan Passif

Rubriques	Net 2021		Net 2020
Situation nette			
Capital social ou individuel Dont versé :	87 176 320	87 176 320	87 176 320
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		57 621 929	57 621 929
Écarts de réévaluation			
Réserve légale		8 717 632	8 717 632
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves		1 227 455	1 227 455
Report à nouveau		38 197 467	17 173 408
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		28 734 497	19 791 151
Total situation nette		221 675 300	191 707 895
Subventions d'investissement		8 233 828	7 529 334
Provisions réglementées		72 616 737	72 213 370
CAPITAUX PROPRES		302 525 865	271 450 600
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques		4 285 686	4 521 495
Provisions pour charges		21 795 251	24 018 125
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		26 080 937	28 539 620
Dettes financières			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		84 068 073	93 150 000
Emprunts et dettes financières divers		969 270	153 270
Total dettes financières		85 037 343	93 303 270
Dettes d'exploitation			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		214 221	250 533
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		40 089 272	30 154 562
Dettes fiscales et sociales		26 770 956	23 189 298
Total dettes d'exploitation		67 074 449	53 594 393
Dettes diverses			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		6 349 613	5 934 185
Autres dettes		26 067 436	23 335 129
Total dettes diverses		32 417 049	29 269 314
Comptes de régularisation			
Produits constatés d'avance		26 370	13 700
TOTAL DES DETTES		184 555 210	176 180 676
Écarts de conversion passif		7 895	2 629
TOTAL GENERAL		513 169 907	476 173 524

Compte de résultat (partie 1)

Rubriques	France	Export	Net 2021	Net 2020
Vente de marchandises	24 998 663	5 497 184	30 495 847	24 989 342
Production vendue de biens	252 343 556	20 086 613	272 430 169	237 192 519
Production vendue de services	17 287 935	3 177 668	20 465 603	17 168 932
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	294 630 154	28 761 465	323 391 619	279 350 794
Production stockée			(1 099 129)	(4 361 163)
Production immobilisée			524 059	516 019
Subventions d'exploitation			333 826	2 742
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			7 152 465	8 063 539
Autres produits			382 716	348 457
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION			330 685 557	283 920 387
Charges externes				
Achat de marchandises (y compris droits de douane)			22 296 995	18 120 091
Variation de stock (marchandises)			(439 749)	(201 929)
Achat de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			39 902 482	27 291 948
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			(7 878 140)	(715 213)
Autres achats et charges externes			126 395 106	98 173 845
Total charges externes			180 276 694	142 668 743
Impôts, taxes et assimilés			7 766 306	9 578 095
Charges de personnel				
Salaires et traitements			54 654 436	51 337 402
Charges sociales			23 335 182	21 712 166
Total charges de personnel			77 989 617	73 049 568
Dotations d'exploitation				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			15 787 809	15 408 823
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			4 019 350	3 061 555
Dotations aux provisions pour risques et charges			2 440 002	2 583 400
Total dotations d'exploitation			22 247 161	21 053 778
Autres charges d'exploitation			580 595	646 173
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION			288 860 373	246 996 358
RESULTAT D'EXPLOITATION			41 825 183	36 924 029

Compte de résultat (partie 2)

Rubriques	Net 2021	Net 2020
RESULTAT D'EXPLOITATION	41 825 183	36 924 029
Opérations en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
Produits financiers		
Produits financiers de participations	1 517 098	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	735 306	734 210
Autres intérêts et produits assimilés	437 933	489 698
Reprises sur provisions et transferts de charges	4 875 583	10 441 684
Différences positives de change	182 663	142 642
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 260	5 013
Total des produits financiers	7 749 842	11 813 248
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements et provisions	865 393	14 442 239
Intérêts et charges assimilés	4 257 411	4 857 271
Différences négatives de change	82 431	178 375
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	5 205 235	19 477 885
RESULTAT FINANCIER	2 544 607	(7 664 637)
RESULTAT COURANT	44 369 791	29 259 392
Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 601	50 914
Produits exceptionnels sur opérations en capital	5 233 411	1 444 704
Reprises sur provisions et transferts de charges	9 318 836	12 472 048
Total des produits exceptionnels	14 554 848	13 967 667
Charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	45 284	290 589
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	6 260 528	762 541
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	13 911 914	10 084 644
Total des charges exceptionnelles	20 217 726	11 137 774
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(5 662 878)	2 829 892
Participation des salariés aux résultats	2 325 479	2 479 662
Impôts sur les bénéfices	7 646 937	9 818 471
TOTAL DES PRODUITS	352 990 247	309 701 301
TOTAL DES CHARGES	324 255 750	289 910 150
BENEFICE ou (PERTE)	28 734 497	19 791 151

**ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS
DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2021**

Préambule

Annexe relative aux comptes sociaux de la société TERREAL SASU arrêtés au 31 décembre 2021 qui font apparaître un résultat de 28 734 497 euros et un total de bilan de 513 169 907 euros.

Le nombre moyen de salariés de l'entreprise est de 1 374 personnes.

Consolidation

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société :

TERREAL HOLDING

13, rue Pagès

92 150 Suresnes

R.C.S. Nanterre : 483 473 344

Événements significatifs de l'exercice

L'année 2021 a été contrastée pour TERREAL. En effet, les ventes ont progressé de près de 16% par rapport à 2020 et aussi par rapport à 2019, avant la pandémie. Les équipes ont dû gérer les pénuries générées par la très forte demande en produisant et en livrant des volumes inédits depuis 10 ans. L'avance générée au premier semestre s'est réduite au fur et à mesure au deuxième semestre. En effet, les volumes supplémentaires ont été compensés par des dérives de coûts importantes, notamment à cause de la forte hausse des prix de l'énergie dans la seconde partie de l'année.

Dans ce contexte particulier, le chiffre d'affaires net de la société ressort à 323,4 M€ au 31 décembre 2021, contre 279,3 M€ au 31 décembre 2020.

A titre complémentaire, il est à noter que TERREAL SAS n'a pas subi d'impact du Covid-19 sur ces éléments d'actif circulant. Dans le contexte de fort rebond d'activité connu depuis juin 2020, le niveau de stocks s'est plutôt fortement réduit. Par ailleurs, TERREAL SAS n'a pas à déplorer d'allongement des délais de paiement clients et n'a pas eu à faire face à des situations d'insolvabilité. Parallèlement, TERREAL SAS a continué à assumer l'ensemble de ses engagements vis-à-vis de ses fournisseurs.

TERREAL SAS n'a par conséquent pas eu à faire à des problématiques de continuité d'exploitation et sa liquidité est élevée comme en témoigne le niveau de trésorerie. Ce surcroît d'activité lui a permis de rembourser les prêts garantis par l'Etat pour un montant total de 9 M€.

Ce niveau d'activité, associé à la démarche d'amélioration continue des performances et aux mesures de maîtrise des coûts permettent à TERREAL SAS de dégager une rentabilité d'exploitation en progression de 4,9 M€ par rapport à l'an dernier et un cash-flow opérationnel positif, démontrant la résilience de son modèle.

Les hypothèses de prévisions d'activité retenues pour les prochaines années n'amènent pas TERREAL SAS à constater particulièrement d'indices de perte de valeur en relation avec le Covid-19 pouvant avoir un impact sur les tests de dépréciation d'actifs.

Mali de fusion Finamaz/Lahera

Terreal SAS a, à la suite d'impairment test, fait la reprise de la totalité de sa dépréciation, soit 4 528 K€.

Crédit-bail sur le site de Roumazières-Loubert

Terreal SAS a cédé son unité de production UT8 à 2A Leasing pour 4 000 K€. En contrepartie, les deux sociétés ont mis en place un crédit-bail pour une durée de 5 années.

Provision retraites

En 2021, l'IFRIC a modifié la manière de calculer les engagements des retraites. Ce changement de méthode comptable a eu pour conséquence la baisse des engagements. L'impact de la baisse (1 233 K€) a été comptabilisé dans le report à nouveau au bilan d'ouverture du 01 janvier 2021.

Événement post-clôture

Guerre en Ukraine

Terreal SAS est peu directement lié à des activités commerciales en Ukraine et en Russie. Le Groupe n'a pas non plus de trésorerie bloquée dans ces pays. En revanche, le Groupe n'est pas en mesure d'estimer les conséquences de la guerre sur l'activité économique, la demande de matériaux de construction et surtout sur les prix de l'énergie à court et moyen terme qui constituent un intrant essentiel à la production de produits en terre cuite.

Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 sont présentés conformément au règlement N° 2015-06 du 23 novembre 2015 modifiant le règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014, relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les marques sont valorisées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport. Elles ont une durée d'utilisation non limitée et ne sont donc pas amorties. Elles font l'objet d'une dépréciation si leur valeur actuelle est inférieure à leur valeur comptable.

Les logiciels sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production et amortis selon le mode linéaire sur une durée de 3 à 5 ans.

2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur cout de production. Les frais d'acquisitions des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de l'utilité estimée de chaque immobilisation. Les durées et modes d'amortissement retenus pour les principaux types d'immobilisations sont les suivants :

Immobilisations corporelles	Durée	Mode
Carrières	(1)	Linéaire
Engins de carrières	5 à 6 ans	Linéaire
Constructions	40 ans	Linéaire
Matériels techniques, matériel et outillage	8 à 40 ans	Linéaire
Agencements et aménagements divers	10 ans	Linéaire
Matériel de transport	6 ans	Linéaire
Véhicules de tourisme (sous déduction de valeur résiduelle)	Durée spécifique	Linéaire
Matériel informatique	3 à 5 ans	Linéaire
Mobilier	10 ans	Linéaire

(1) Conformément à l'application du règlement ANC N° 2014-05 relatif à la comptabilisation des terrains de carrières, la quote-part de la valeur d'acquisition des carrières comptabilisée en immobilisations, constitutive du tréfonds, n'est pas amortie.

Pour les véhicules de tourisme, l'amortissement est calculé sur une base nette de valeur résiduelle. La valeur résiduelle est définie au contrat d'achat, qui prévoit un engagement de reprise à une valeur et une date données.

Les amortissements dérogatoires sur immobilisations sont constatés pour la différence entre l'amortissement économique (mode linéaire et durée réelle d'utilisation) et l'amortissement fiscal (mode linéaire ou dégressif et durée d'usage).

3. TITRES DE PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

Les titres de participation sont comptabilisés pour leur valeur d'achat y compris les frais accessoires d'acquisition.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur comptable. La valeur d'utilité est déterminée sur la base, d'une part, de la quote-part de détention dans les capitaux propres sociaux ajustés le cas échéant des plus-ou moins-values estimées et, d'autre part, des perspectives de rentabilité.

Le cas échéant, les engagements complémentaires de TERREAL envers ses filiales font l'objet, en plus des dépréciations des titres de participation, de provisions pour dépréciation des créances sur les filiales ou de provisions pour risques et charges.

Les créances rattachées à des participations sont comptabilisées à leur valeur nominale et concernent principalement des prêts rémunérés consentis aux filiales.

4. STOCKS DE MARCHANDISES ET STOCKS D'EN COURS

Les stocks de matières premières et autres approvisionnements sont valorisés au prix unitaire moyen pondéré (PMP).

Les stocks de produits finis sont valorisés au coût réel moyen annuel de production. Des provisions pour dépréciation des stocks sont constituées lorsque les produits sont considérés comme non utilisables ou non vendables en l'état.

Dans le cadre de son activité, TERREAL exploite des carrières. A ce titre, l'éventuelle part de la valeur du terrain dépassant la valeur du tréfonds ainsi que les coûts accessoires nécessaires à la mise en exploitation sont comptabilisés en encours de production.

5. CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Des provisions pour dépréciation sont pratiquées sur les créances dont le recouvrement est jugé incertain.

6. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES :

Des provisions pour risques et charges sont constituées pour les obligations à l'égard de tiers notamment pour :

- les engagements relatifs à la garantie des produits vendus, dès lors que l'entreprise a connaissance de l'existence d'un risque de réclamation ;
- les litiges ;
- les engagements de retraite et assimilés envers le personnel ;
- les engagements relatifs à la remise en état des carrières pour les surfaces et volumes à réaménager suite à leur exploitation.

Les provisions pour litiges et garanties correspondent à la meilleure estimation du risque à la date d'arrêt.

A la date de leur départ en retraite, les salariés du groupe bénéficient d'une indemnité de départ en retraite déterminée selon la convention collective en fonction notamment de l'ancienneté acquise dans la société et du salaire à la date du départ. Par ailleurs, en 2021, l'ANC a décidé d'introduire la possibilité de répartir les droits à prestations pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite (conditions cumulatives) sur la période à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation.

Ces indemnités de départ en retraite font l'objet de la constitution d'une provision calculée selon la méthode actuarielle dite « des unités projetées », qui consiste à probabiliser et actualiser les droits attribués à chaque salarié. Le taux d'actualisation utilisé est le taux de rendement des obligations Corporate de notation AA (zone Euro) pour une durée supérieure à 10 ans.

Les écarts actuariels sont constatés dans l'exercice de leur survenance.

Les primes accordées lors de l'acquisition par les salariés de médailles du travail font également l'objet de la reconnaissance d'une provision calculée selon la même méthode que celle exposée ci-dessus pour les retraites. Le taux d'actualisation utilisé est le taux de rendement des obligations Corporate de notation AA (zone Euro) pour une durée 7-10 ans.

Les provisions pour réaménagement des carrières couvrent le coût estimé de l'obligation de remise en état des carrières après exploitation. Ce coût intègre à la fois les travaux de comblement des espaces et de réaménagement des surfaces.

Immobilisations

La variation des immobilisations incorporelles et corporelles au titre de l'exercice se présente comme suit :

NATURE DES IMMOBILISATIONS	Montant début 2 021	Augmentations	Diminutions	Montant fin 2 021
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	102 685 462	812 512	2 836 624	100 661 350
Total des immobilisations incorporelles	102 685 462	812 512	2 836 624	100 661 350
Terrains	38 882 510	1 444 182	1 585 953	38 740 739
Constructions sur sol propre	69 222 662	660 465		69 883 126
Constructions sur sol d'autrui				
Insta. générales, agencements des constructions	18 313 415	78 254	49 442	18 342 226
Inst. techniques, mat. , et outillages industriels	371 236 403	13 502 639	6 388 538	378 350 504
Inst. générales, agencnts, aménagements divers	69 831 296	1 954 580	376 778	71 409 099
Matériel de transport	6 140 272	1 572 885	1 497 100	6 216 057
Matériel de bureau et mobilier informatique	7 907 852	524 074	1 855 188	6 576 738
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	20 840 862	1 488 133		22 328 994
Avances et acomptes	13 358	1 023 278	683 118	353 518
Total des immobilisations corporelles	602 388 630	22 248 489	12 436 117	612 201 002
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	167 427 715	78 000		167 505 715
Autres titres immobilisés	24 978			24 978
Prêts et autres immobilisations financières	17 216 485	1 502 353		18 718 839
Total des immobilisations financières	184 669 178	1 580 353		186 249 532
TOTAL GENERAL	889 743 270	24 641 355	15 272 740	899 111 884

Amortissements

La variation des amortissements économiques au titre de l'exercice pour les immobilisations incorporelles et corporelles se présente comme suit :

NATURE DES AMORTISSEMENTS	Montant début 2 021	Augmentations	Diminutions	Montant fin 2 021
Frais d'établissement, de recherche et de dév.				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	14 194 475	987 210	2 836 477	12 345 209
Total des immobilisations incorporelles	14 194 475	987 210	2 836 477	12 345 209
Terrains	19 303 810	1 067 368	68	20 371 111
Constructions sur sol propre	32 757 928	1 655 872		34 413 800
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements des constr.	9 462 247	403 031	25 990	9 839 287
Installations techniques, matériel et outillage indust.	285 923 056	11 031 372	2 200 867	294 753 561
Installations générales, agencements, aménagements	56 003 521	2 591 391	361 668	58 233 244
Matériel de transport	3 447 831	726 402	1 073 766	3 100 466
Matériel de bureau et informatique, mobilier	7 035 812	435 486	1 830 258	5 641 040
Total des immobilisations corporelles	413 934 204	17 910 922	5 492 618	426 352 508
TOTAL GENERAL	428 128 678	18 898 132	8 329 094	438 697 716

Dépréciations

NATURE DES DEPRECIATIONS	Montant au début 2021	Augmentations: Dotations de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Montant à la fin 2021
Provisions pour dépréciation				
Sur immobilisations incorporelles	73 142	180 254	72 264	181 132
Sur immobilisations corporelles	22 453 523	4 112 889	2 968 013	23 598 399
Sur immobilisation de titres mis en équivalence				
Sur immobilisation de titres de participation	128 180 270			128 180 270
Sur autres immobilisations financières	14 528 179	(1)	4 527 848	10 000 331
Sur stocks et en-cours	14 107 592	3 959 179	2 665 347	15 401 424
Sur comptes clients	79 762	60 171	26 150	113 783
Autres provisions dépréciations	7 364 349	660 036		8 024 385
Total des provisions pour dépréciation	186 786 817	8 972 528	10 259 621	185 499 724

Dépréciation des actifs à durée d'utilisation non limitée

Concernant la valorisation des marques et assimilés, la société les fait évaluer périodiquement par un expert externe à l'entreprise. La dernière évaluation, réalisée au 31 décembre 2016, n'a pas remis en cause les évaluations précédentes.

Aucun indice de perte de valeur n'est apparu en 2021 remettant celle-ci en cause au 31 décembre 2021 .

Dépréciations des actifs à durée d'utilisation limitée

La société avait été amenée à constater des dépréciations d'immobilisations, pour l'essentiel partielles, au titre de plusieurs unités ou composants d'unités de production.

Dans le cadre de la mise à jour de ces provisions au titre de l'exercice 2021 , il a été constaté sur la période une dotation nette de 1 253 K€ au titre des immobilisations incorporelles et corporelles.

Le solde des dépréciations au 31 décembre 2021 s'établit à 23 780 K€ portant pour l'essentiel sur les immobilisations corporelles.

Les taux de dépréciations retenus pour chaque unité ou composants d'unités s'appuient :

- d'une part, sur des indices internes, notamment des changements importants intervenus dans le degré d'utilisation des immobilisations concernées, reflétant les niveaux prévisionnels d'activité attendus par la direction de la société au titre de l'exercice 2021 , niveaux qui, dans le contexte d'un marché de la construction offrant actuellement une visibilité réduite, pourrait perdurer au-delà de l'année en cours pour certaines des unités ou composants d'unité de production concernés ;
- d'autre part, sur des indices externes, en particulier l'existence, sur le marché sur lequel la société opère, de capacités de production existantes excédentaires.

Dépréciations des filiales et des participations

Au cours de son exercice 2021 , TERREAL SAS a passé une reprise sur le mali de fusion de FINAMAZ/LAHERA pour 4 500 K€.

Etat des stocks

ETAT DES STOCKS	Valeur Brute	Provisions sur stocks	Valeur Nette
Matières premières, approvisionnements	43 966 687	10 041 148	33 925 539
En cours de production de biens	6 907 136	827 416	6 079 720
En cours de production de services			
Produits intermédiaires et finis	25 283 082	4 169 793	21 113 289
Marchandises	3 602 302	363 067	3 239 235
TOTAL DES STOCKS	79 759 208	15 401 424	64 357 784

Créances

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	13 959 398		13 959 398
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	18 718 839	2 500 000	16 218 839
Total actif immobilisé	32 678 237	2 500 000	30 178 237
Actif circulant			
Clients douteux ou litigieux	146 395	146 395	
Autres créances clients	63 942 653	63 942 653	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	38 675	38 675	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 492	2 492	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	6 592 990	6 592 990	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	25 363	25 363	
Divers			
Groupe et associés (2)	46 802 807	46 802 807	
Débiteurs divers	1 061 332	1 061 332	
Total actif circulant	118 612 707	118 612 707	
Charges constatées d'avance	775 472	775 472	
TOTAL DES CREANCES	152 066 416	121 888 179	30 178 237

Les autres immobilisations se décomposent de 16 200 K€ de mali de fusion et 2 520 K€ de dépôts et cautionnement (dont 2 500 K€ d'un an au plus pour sécuriser notre contrat de gaz qui a une date d'échéance au 31/12/2022).

Les autres créances d'exploitation comprennent notamment :

- des créances fiscales à hauteur de 6 618 K€, principalement de TVA ;
- des créances sur d'autres entités du groupe à hauteur de 46 803 K€, dont 36 336 K€ d'avances de trésorerie aux filiales dans le cadre de la gestion de trésorerie centralisée et 10 467 K€, de créance d'impôt sur les sociétés envers la société TERREAL HOLDING, mère du groupe d'intégration fiscale.

Valeurs mobilières de placement

Au 31 décembre 2021 , la société TERREAL détient 5 001 K€ de valeurs mobilières de placement.

Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance se rapportent essentiellement à l'exploitation.

Prime d'émission d'emprunts

Dans le cadre du refinancement intervenu le 8 août 2019, une prime d'émission d'un montant total de 1 350 K€ a été constatée. Elle porte à la fois sur l'emprunt Senior et la ligne « multi purpose facility ».

Détail de la prime d'émission des emprunts :

CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Montant début N	Augmentations	Dotations aux amortissements	Montant fin N
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations	1 059 077		205 357	853 720

Ecart de conversion actif

Les créances et dettes libellées en devises sont converties au taux de clôture. Les écarts en résultant sont inscrits en écarts de conversion actifs ou passifs. Une provision pour perte de change est constituée pour faire face aux pertes de change latentes.

L'essentiel de l'écart de conversion actif à la clôture porte sur des comptes courants entre TERREAL et d'autre société du groupe dans le cadre de la gestion de trésorerie centralisée.

Capitaux propres

Au 31 décembre 2021, le capital social est de 87 176 320 €, divisé en 5 716 480 actions de 15,25 € entièrement libérées.

CAPITAUX PROPRES	01/01/2021	Augmentation de capital	Diminution de capital	Affectation résultat résultat N_1	Autres mouvements	Résultat N	31/12/2021
Capital en nombre d'actions							
Valeur nominale							
Capital social ou individuel	87 176 320						87 176 320
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	57 621 929						57 621 929
Ecart de réévaluation							
Réserve légale	8 717 632						8 717 632
Réserves statutaires ou contractuelles							
Réserves réglementées							
Autres réserves	1 227 455						1 227 455
Report à nouveau	17 173 408			19 791 151	1 232 908		38 197 467
Résultat de l'exercice	19 791 151			(19 791 151)		28 734 497	28 734 497
Subventions d'investissement	7 529 334						8 233 828
Provisions réglementées	72 213 370						72 616 737
Dividendes versés							
Total capitaux propres	271 450 600				1 232 908	28 734 497	302 525 865

Provisions

NATURE DES PROVISIONS	Montant au début 2021	Augmentations : Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant à la fin 2021
Provisions réglementées				
Amortissements dérogatoires	72 213 370	6 508 448	6 105 081	72 616 737
Total des provisions réglementées	72 213 370	6 508 448	6 105 081	72 616 737
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour litiges	3 319 154	653 865	506 014	3 467 006
Provisions pour pertes de change	419 734	344	347 734	72 344
Provisions pour pensions et obligations similaires	17 708 125	1 281 126	3 449 291	15 539 960
Provisions pour gros entretien et grandes révisions	6 310 000	160 000	250 000	6 220 000
Autres provisions pour risques et charges	782 606	344 666	345 645	781 628
TOTAL des provisions pour risques et charges	28 539 620	2 440 002	4 898 684	26 080 937

En 2021, l'IFRIC a modifié la manière de calculer les engagements des retraites. Ce changement de méthode comptable a eu pour conséquence la baisse des engagements. L'impact de la baisse (1 233 K€) a été comptabilisé dans le report à nouveau au bilan d'ouverture du 01 janvier 2021. Par conséquent la reprise réelle de provisions pour pensions et obligations similaires est de 2 216 K€.

Les taux d'actualisation utilisés pour l'évaluation des engagements de retraite et de médailles du travail au 31 décembre 2021 s'établissent respectivement à 1,00 % et 0,45 %.

Dettes

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des ets de crédit à un an maxi	84 068 073	1 568 073	82 500 000	
Emprunts et dettes auprès des ets de crédit à + de un an				
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	969 270		753 270	216 000
Fournisseurs et comptes rattachés	40 303 493	40 303 493		
Personnel et comptes rattachés	11 253 372	11 253 372		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	9 574 736	9 574 736		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	2 795 581	2 795 581		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	3 147 267	3 147 267		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6 349 613	6 349 613		
Groupe et associés (2)	11 485 820	11 485 820		
Autres dettes	26 067 436	26 067 436		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	26 370	26 370		
TOTAL DES DETTES	196 041 030	112 571 760	83 253 270	216 000

L'emprunt « Senior » est remboursable in fine le 07 août 2026 pour 82 500 K€.

Cependant, le contrat d'emprunt « S.F.A. » ("Senior Facilities Agreement") prévoit également un mécanisme annuel de remboursement anticipé obligatoire basé sur la création de trésorerie au titre de l'exercice précédent, dit clause d'« Excess Cash-Flow ».

Ce mécanisme ne trouvera pas à s'appliquer en 2022 au titre de l'exercice 2021 . Par conséquent, l'intégralité du montant de l'emprunt « Senior » est présentée en dettes à plus d'un an.

Par ailleurs, un prêt PGE souscrit auprès de 3 banques en 2021 pour un total de 9 000 K€ a été entièrement remboursé au cours du premier semestre 2021.

Les emprunts et dettes financières divers au 31 décembre 2021 correspondent principalement à des cautions reçues à hauteur de 753 K€ et à un prêt de 216 K€ fait auprès de la région Normandie.

Les échéances des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit sont présentées conformément à leur plan d'amortissement.

Les autres dettes sont principalement constituées :

- de comptes courants entre TERREAL et d'autres sociétés du groupe, à hauteur de 11 486 K€ dans le cadre de son rôle de gestion centralisée de la trésorerie
- et de montants dus aux clients à hauteur de 11 994 K€.

Les produits constatés d'avance se rapportent exclusivement à l'exploitation.

Ecart de conversion passif

Les créances et dettes libellées en devises sont converties au taux de clôture. Les écarts en résultant sont inscrits en écarts de conversion actifs ou passifs.

Ventilation du chiffre d'affaires

Voici la répartition du chiffre d'affaires par marché géographique au 31/12/2021 :

France : 294 630 154 € Export : 28 761 465 €

Produits à recevoir

Le montant des produits à recevoir s'élève à 749 660 € :

NATURE DES PRODUITS A RECEVOIR	2021	2020
Immobilisations financières		
Créances rattachées à des participations		
Autres immobilisations financières		
Total immobilisations financières		
Créances		
Créances clients et comptes rattachés	600	3 500
Autres créances	749 060	1 773 896
Total créances	749 660	1 777 396
Disponibilités et divers		
Valeurs mobilières de placement	425	
Disponibilités		
Total disponibilités et divers	425	
Total autres		
TOTAL	750 085	1 777 396

Il se compose principalement de 301 K€ de remboursements à venir de nos assureurs.

Charges à payer

Le montant des charges à payer s'élève à 57 424 008 € et se détaille de la façon suivante :

NATURE DES CHARGES A PAYER	2021	2020
Dettes financières		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 568 073	1 650 000
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commande en cours		
Total dettes financières	1 568 073	1 650 000
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	26 106 860	17 462 488
Dettes fiscales et sociales	17 868 000	16 022 175
Total dettes d'exploitation	43 974 860	33 484 663
Dettes diverses		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		2 249 135
Autres dettes	11 881 075	8 977 157
Total dettes diverses	11 881 075	11 226 293
TOTAL	57 424 008	46 360 956

Transfert de charges

Les transferts de charges sont pour l'essentiel constitués d'indemnité d'assurance couvrant des dépenses courantes et des remboursements forfaitaires de l'Etat et organismes assimilés relatives à des charges de personnel.

Frais de développement

La société poursuit une démarche continue de recherche et développement au travers de son centre technique. Le montant des dépenses s'est élevé à 2 925 K€ au cours de l'exercice.

Résultat financier

Le résultat financier de 2 544 607 € bénéficie de dividendes distribués par nos filiales ACHARD (1 200 K€) et Terreal Singapour (317 K€). Par ailleurs, la société a repris pour 4 528 K€ de mali de fusion de Finamaz/Lahera et n'a pas déprécié l'une de ses entités (GSEI pour 8 600 K€ et TERREAL MALAISIE pour 4900 K€ en 2020). Le résultat financier se décompose donc de la manière suivante :

NATURE DES CHARGES FINANCIERES	2021	2020
Charges d'intérêts		
Intérêts des emprunts et dettes	4 161 599	4 696 253
dont : Intérêts des emprunts et dettes assimilées	4 161 599	4 193 750
dont : Intérêts des emprunts et dettes rattachées à des participation		
Intérêts des emprunts pour la trésorerie		
Intérêts des comptes courants et des dépôts créditeurs		89 716
Intérêts bancaires et sur opérations de financement (escompte,...)		
Intérêts des obligations cautionnées		
Intérêts des autres dettes		
dont : Intérêts des dettes commerciales		
dont : Intérêts des dettes diverses		
Total charges d'intérêts	4 161 599	4 785 970
Pertes sur créances liées à des participations		
Escomptes accordés	95 812	71 302
Pertes de change	82 431	178 375
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Autres charges financières		
Dotations financières aux amortissements et provisions	865 393	14 442 239
Total des charges financières	5 205 235	19 477 885
Comparatif Compte de Résultat (2052 rubrique GU)	5 205 235	19 477 885

NATURE DES PRODUITS FINANCIERS	2021	2020
Produits de participations		
Revenus des titres de participation	1 517 098	
Revenus sur autres formes de participation		
Revenus des créances rattachées à des participations		
Total produits de participations	1 517 098	
Produits des autres immobilisations financières		
Revenus des titres immobilisés		
Revenus des prêts		
Revenus des créances immobilisées		
Total produits des autres immobilisations financières	735 306	734 210
Revenus des autres créances		
Revenus des créances commerciales		
Revenus des créances diverses	338 532	388 735
Total revenus des autres créances	338 532	388 735
Revenus des valeurs mobilières de placement		
Escomptes obtenus	98 951	100 476
Gains de change	182 663	142 642
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 260	5 013
Autres produits financiers	5 205 235	19 477 885
Reprises sur provisions et transferts de charges	450	486
Total des produits financiers	4 875 583	10 441 684
Comparatif Compte de Résultat (2052 rubrique GP)	7 749 842	11 813 248

Résultat exceptionnel

La perte exceptionnelle d'un montant de (5 662 878) €, se décompose de la manière suivante :

NATURE DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	2021	2020
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Pénalités sur marchés		
Pénalités et amendes fiscales et pénales	136	417
Dons, libéralités		
Créances devenues irrécouvrables dans l'exercice		
Subventions accordées		
Rappels d'impôts		
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion		100 000
Total charges exceptionnelles sur opérations de gestion	136	100 417
Charges sur exercices antérieurs		
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés		
Immobilisations incorporelles	147	
Immobilisations corporelles	6 260 381	762 541
Immobilisations financières		
Autres éléments d'actif (sauf stocks et valeurs mobilières)		
Total valeur comptables des éléments d'actifs cédés	6 260 528	762 541
Autres charges exceptionnelles		
Malis provenant de clauses d'indexation		
Lots		
Malis provenant du rachat de titres propres		
Charges exceptionnelles diverses	45 148	190 172
Total autres charges exceptionnelles	45 148	190 172
Autres		
Total autres		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions	13 911 914	10 084 644
Total des charges exceptionnelles	20 217 726	11 137 774

NATURE DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	2021	2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Dédits et pénalités perçus sur achats et ventes		
Libéralités reçues		
Rentrées sur créances amorties	2 367	
Subventions d'équilibre		
Dégrèvements d'impôts (autres qu'impôts sur les bénéfices)		
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	234	50 914
Total produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 601	50 914
Produits sur exercices antérieurs		
Produits des cessions d'éléments d'actif		
Immobilisations incorporelles		
Immobilisations corporelles	4 968 391	1 175 538
Immobilisations financières		
Autres éléments d'actif (sauf stocks et valeurs mobilières)		
Total produits des cession d'éléments d'actif	4 968 391	1 175 538
Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat	265 020	269 166
Autres produits exceptionnels		
Bonis provenant de clauses d'indexation		
Lots		
Bonis provenant de rachat ou de ventes de titres propres		
Produits exceptionnels divers		
Total autres produits exceptionnels		
Autres		
Total autres		
Reprises sur provisions et transferts de charges	9 318 836	12 472 048
TOTAL	14 554 848	13 967 667

Intégration fiscale

Depuis le 1er janvier 2006, la société TERREAL SAS est membre du groupe d'intégration fiscale dont TERREAL HOLDING est la mère.

La convention d'intégration fiscale pose le principe général de neutralité en prévoyant que les sociétés membres du groupe d'intégration fiscale supportent l'impôt dont elles auraient dû s'acquitter en l'absence d'intégration.

Dans l'hypothèse où une filiale enregistre un déficit au titre d'un exercice, l'économie d'impôt est conservée chez la société mère au titre de l'exercice considéré. Lors d'un exercice ultérieur bénéficiaire, la filiale retrouve la capacité à imputer intégralement son déficit reportable précédemment transmis, selon les règles de prescription de droit commun.

Les économies réalisées par le groupe intégré, non liées aux déficits, bénéficient en totalité à la société mère d'intégration.

Accroissement et allègement de la dette future d'impôt

Accroissements de la dette future d'impôt	Montant	Impôt correspondant (1)
Provisions réglementées	72 296	18 670
TOTAL	72 296	18 670

Allègements de la dette future d'impôt	Montant	Impôt correspondant
Charges déductibles sur exercices suivants CT	3 533	913
Charges déductibles sur exercices suivants LT	15 540	4 013
Ecart de conversion passif		
TOTAL	19 073	4 926
TOTAL	53 223	13 745

(1) Au taux de 25,83% pour les éléments susceptibles d'être taxés pour les exercices à clôturer à compter du 31 décembre 2022.

Impôts sur les sociétés

IMPOTS SUR LES SOCIETES	2021		
	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net
Résultat courant	44 369 791	12 201 692	32 168 099
Résultat exceptionnel	(5 662 878)	(1 557 291)	(4 105 587)
Résultat comptable (hors participation)	38 706 912	10 644 401	28 062 512
Participation des salariés	2 325 479	639 506	1 685 972
Autres		2 357 957	(2 357 957)
Total général	36 381 434	7 646 937	28 734 496

Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

La loi de finances pour 2018 a supprimé le crédit d'impôt compétitivité et emploi (CICE) à compter du 1er janvier 2019. A cette date, le CICE a été remplacé par une baisse pérenne de charges sociales employeurs.

La loi instituant le CICE (CGI, art. 244 quater C) prévoit que la société retrace dans ses comptes annuels l'utilisation du CICE perçu (soit dans le cadre d'un pré-financement, soit par imputation sur l'impôt sur les sociétés) conformément aux objectifs de celui-ci.

Le produit de CICE comptabilisé au titre de l'exercice 2017, a pu être imputé pour un montant de 2 120 K€, au cours de l'exercice 2021 au paiement du second, troisième et quatrième acompte de l'impôt sur les sociétés respectivement pour les montants de 461 K€, 128 K€ et 1530 K€.

Le CICE, comme d'ailleurs tous les autres produits et charges concourant à la formation du résultat, est par essence fongible et il est par conséquent difficile de lui attribuer une utilisation spécifique. Toutefois, il peut

être considéré que, conformément à son objectif, le CICE perçu par la société a notamment contribué, dans la limite de son montant :

- au maintien de la politique soutenue d'investissements, ceux-ci s'inscrivant à 21 531 K€ en 2021 après déjà 16 162 K€ réalisés en 2020 (hors avances et acomptes sur immobilisations);
- à la politique sociale mise en œuvre par l'entreprise qui, dans un marché de la construction toujours contrasté en 2021 s'exprime par une volonté forte de préserver l'emploi et un dialogue social permanent.

Information au titre des opérations réalisées avec des parties liées

Les opérations avec les parties liées concernent des opérations réalisées avec des sociétés susceptibles d'être consolidées par intégration globale par TERREAL HOLDING, société mère du groupe auquel TERREAL appartient, ou avec les principaux associés ou dirigeants de TERREAL. Ces opérations ayant été conclues à des conditions normales de marché, elles se trouvent exclues du champ de l'information sur les parties liées.

Rémunération des dirigeants

La société ne verse pas de jetons de présence.

Les dirigeants n'ont pas perçu de rémunération directe au titre de l'exercice de leurs mandats sociaux.

Par ailleurs, la société n'a pas réalisé d'avance ou de crédit aux dirigeants sociaux.

Crédit-bail

Immobilisations en crédit-bail	Coût d'entrée		Dotations aux amortissements		Valeur nette
			de l'exercice	cumulées	
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel, outillage	4 212 955		679 628	679 628	3 533 327
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations en cours					
TOTAL	4 212 955		679 628	679 628	3 533 327

Engagements de crédit-bail	Redevances payées		Redevances restant à payer				Prix d'achat résiduel
	de l'exercice	cumulées	jusqu'à 1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	Total	
Terrains							
Constructions							
Installations techniques, ...	788 988	788 988	1 079 972	2 699 928		3 779 900	269 993
Autres immobilisations corporelles							
Immobilisations en cours							
TOTAL	788 988	788 988	1 079 972	2 699 928		3 779 900	269 993

Engagements financiers

ENGAGEMENTS DONNES (K€)	Total
Cautions :	
pour remise en état des carrières	7 948
pour des installations classées	3 218
à des fournisseurs	69
Garanties : solidaires données à des filiales	450
TOTAL	11 685

Garanties liées aux emprunts

L'emprunt "Senior" est garanti au travers d'un dispositif global couvrant les principaux éléments suivants :

- garanties de droit anglais (guarantee and indemnity) consenties par TERREAL HOLDING, Clay Tiles Europe, TERREAL et Ludowici Roof Tile au titre du (et dans les termes du) Senior Facilities Agreement, dont le montant total maximum s'élève à 395 000 K€. Les lignes de crédit utilisées dans le cadre de cet accord au 31 décembre 2021 s'élèvent à 365 000 K€, dont 60 000 K€ par TERREAL HOLDING, 222 500 K€ par Clay Tiles Europe et 82 500 K€ par TERREAL ;
- nantissement du solde des comptes bancaires des sociétés TERREAL HOLDING, Clay Tiles Europe, TERREAL et Ludowici Roof Tile ;
- nantissement des titres de Clay Tiles Europe, TERREAL, Ludowici Roof Tile (nantissement de droit de l'état de New York) et TERREAL Italia S.r.l. (nantissement de droit italien) ;
- nantissement des créances intra groupe de TERREAL HOLDING, Clay Tiles Europe, TERREAL et Ludowici Roof Tile.

Le contrat d'emprunt ne prévoit pas de mécanisme de respect de ratios financiers, sauf en cas d'utilisation de la ligne de crédit « multi purpose facility ».

Engagements reçus

- De TERREAL Malaysia au titre de la clause de remboursement en cas de retour à meilleure fortune de la créance abandonnée :
- pour un montant de 9 021 K€ (39 875 K MYR) au titre des abandons de créances consentis antérieurement à 2013,
- pour un montant de 10 417 K€ (47 622 K MYR) au titre de l'abandon de créance réalisé en 2013.

De TERREAL HOLDING : En application de l'ordonnance n° 2015-839 du 9 juillet 2015 relative à la sécurisation des rentes versées dans le cadre des régimes de retraite mentionnés à l'article L. 137-11 du code de la sécurité sociale, la société TERREAL HOLDING s'est portée caution, à hauteur de 100 %, pour la sécurisation des engagements représentatifs des droits à retraite liquidés et estimés à 271 K€ au 31/12/2021 .

Effectif moyen

CATEGORIES	2021	
	Moyen	Fin de période
Cadres	284	287
Agents de maîtrise	147	141
Employés et techniciens	409	413
Ouvriers	534	552
Total	1 374	1393

Information relative aux opérations de nature spécifique

Quotas d'émission de gaz à effet de serre

Les quotas sont constitutifs d'éléments de stock, entrés pour leur valeur d'acquisition. Lorsque les quotas entrant en stocks correspondent à des quotas alloués gratuitement, la valeur d'entrée est nulle.

Ils sont sortis lors de l'émission de gaz à effet de serre et/ou en cas de cession. Un passif est constitué au coût des quotas s'il est nécessaire pour l'entreprise d'en acquérir afin de remplir son obligation de restitution des quotas d'émission.

La société émet des gaz à effets de serre dans le cadre de son activité courante de fabrication de matériaux de construction.

Les quotas détenus le sont uniquement dans le but de se conformer aux obligations relatives aux émissions de gaz à effet de serre prévu à l'article L.229-7 du code de l'environnement. En conséquence, l'entreprise comptabilise des quotas en fonction du modèle économique « production ».

Dans le cadre du plan national d'allocation pour la période 2021 -2025, TERREAL s'est vue attribuer un total de 662 015 tonnes, dont 132 403 tonnes au titre de 2021 .

Au cours de l'exercice 2021 , TERREAL a fait l'acquisition de quotas sur le marché et auprès de ses filiales pour un total de 106 122 tonnes pour une valeur de 5 433K€. Ils permettent de couvrir les restitutions à réaliser début 2022 au titre des émissions de l'année 2021 .

En conséquence, au 31 décembre 2021 , la valeur comptable des stocks de quotas est 5 370 K€ correspondant à 104 374 tonnes selon la méthode comptable FIFO.

Informations sur les transactions effectuées sur des marchés de produits dérivés

Les principes de la comptabilité de couverture sont appliqués de façon obligatoire dès lors qu'une relation de couverture est identifiée en gestion et documentée. Les effets des instruments financiers utilisés pour couvrir et gérer ses risques de change, de taux et de « matières premières » sont reconnus dans le compte de résultat de manière symétrique à ceux de l'élément couvert. Ainsi :

- le résultat des swaps de taux ou CAP est reconnu au rythme des intérêts d'emprunt couverts et classé dans le poste « Intérêts et charges assimilées » ;
- le résultat des dérivés sur matières premières est reconnu au rythme de la consommation des stocks de matières premières couverts et classé dans le poste « Achats de matières premières » ;
- le résultat de change sur les emprunts et dérivés couvrant les titres en devises est reconnu au rythme des dividendes et cessions de titres et classé dans le poste « Produits financiers des participations » ;
- le résultat des dérivés de change couvrant les ventes en devises puis les créances, est reconnu :
 - en partie à la facturation et classé dans le poste « Chiffre d'affaires »,
 - en partie à l'encaissement et classé dans le poste « Autres charges » et « Autres produits ».

Les primes d'option sur les dérivés de taux d'intérêt, sont différées et étalées de façon symétrique à l'élément couvert.

Les variations de valeur des dérivés ne sont pas comptabilisées au bilan, sauf pour permettre d'appliquer le principe de symétrie du résultat.

Les dépréciations ou provisions pour risques portant sur un élément couvert prennent en compte les effets de la couverture.

En cas de disparition de l'élément couvert, l'instrument de couverture est traité comme une position ouverte isolée (voir ci-après).

Positions ouvertes isolées

Les positions ouvertes isolées sont toutes les opérations non qualifiées de couverture. Les pertes et gains dénoués sont comptabilisés en résultat. Les gains latents sont comptabilisés au bilan mais ne sont pas reconnus en résultat. Les pertes latentes sont comptabilisées au bilan et donnent lieu à la constitution d'une provision.

Au 31 décembre 2021 - comme au 31 décembre 2020 - TERREAL SASU ne détient aucun instrument dérivé non qualifié de couverture (pas de position ouverte isolée).

Tableau des filiales et participations (K€)

Sociétés	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société ⁽¹⁾	Montant des cautions et avals donnés par la société	CA HT du dernier exercice clos	Résultat (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
TERREAL Italie	18 076	4 014	100	74 034		10 000	450	27 852	332	
TERREAL Espagne	1 496	683	100	28 793		5 421		10 833	502	
LAHERA Productions	56	6 334	100	3 957	3 957			18 638	1 845	
GSEI	12 486	8 229	51	29 218	12 618			45 437	118	
TERREAL Malaisie (2)	14 628	(18 219)	100	13 751	5 000	6 619			(1 446)	
TERREAL Singapour (3)	624	822	100	620	620			4 608	355	317
ACHARD	240	1 945	100	3 172	3 172			12 506	1 187	1 200
TOTAL	47 606	3 808		153 545	25 367	22 040	450	119 874	2 893	1 517

- (1) somme des prêts (pour un montant de 13 959 K€) et des comptes courants d'associés (pour un montant de 8 081 K€)
- (2) cours moyen 1EUR= 4,90240 MYR, cours de clôture 1EUR= 4,7184 MYR.
- (3) cours moyen 1EUR= 1,58960 SGD, cours de clôture 1EUR= 1,5279 SGD.

TERREAL SAS

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2020)

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
672 006 483 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

ERNST & YOUNG ET AUTRES
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2020)

A l'associé unique
TERREAL SAS
15, rue Pagès
92158 Suresnes Cedex

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société TERREAL SAS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les titres de participations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

TERREAL SAS

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020 - Page 4

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La-Défense le 9 avril 2021

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

ERNST & YOUNG et Autres

Marie-Cécile Dang Tran

Romain Lancner



TERREAL

COMPTES ANNUELS

AU 31/12/2020

SASU au capital de 87 176 320 €

Siège social : 13 - 17 RUE PAGES , 92150 SURESNES

R.C.S. Nanterre 562 110 346

SOMMAIRE

Bilan Actif.....	4
Bilan Passif.....	5
Compte de résultat (partie 1)	6
Compte de résultat (partie 2)	7
Préambule	9
Consolidation	9
Événements significatifs de l'exercice.....	9
Principes, règles et méthodes comptables.....	11
1. Immobilisations incorporelles	11
2. Immobilisations corporelles	11
3. Titres de participations et autres titres	12
4. Stocks de marchandises et stocks d'en cours	12
5. Créances	12
6. Provisions pour risques et charges :.....	13
Immobilisations	14
Amortissements.....	14
Dépréciations	15
Etat des stocks	16
Créances	16
Valeurs mobilières de placement.....	16
Charges constatées d'avance	17
Prime d'émission d'emprunts.....	17
Ecart de conversion actif.....	17
Capitaux propres	18
Provisions	18
Dettes.....	19
Ecart de conversion passif.....	20
Ventilation du chiffre d'affaires.....	20
Produits à recevoir	20
Charges à payer	21
Transfert de charges	21
Frais de développement	21
Résultat financier	22
Résultat exceptionnel	23
Intégration fiscale	24
Accroissement et allègement de la dette future d'impôt.....	25
Impôts sur les sociétés.....	25
Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE).....	25
Information au titre des opérations réalisées avec des parties liées	26



Rémunération des dirigeants.....	26
Engagements financiers	26
Effectif moyen	27
Information relative aux opérations de nature spécifique	27
Tableau des filiales et participations (K€).....	29

BILAN

COMPTE DE RESULTAT

Bilan Actif

Rubriques	Brut	Amortissement	Net 2020	Net 2019
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	100 920 214	14 107 545	86 812 669	86 661 952
Fonds commercial	164 950	160 071	4 878	4 878
Autres immobilisations incorporelles	1 600 298		1 600 298	1 602 789
Avances et acomptes sur immobilisation incorporelles				
Total immobilisations incorporelles	102 685 462	14 267 617	88 417 845	88 269 619
Immobilisations corporelles				
Terrains	38 882 510	19 303 810	19 578 700	18 863 036
Constructions	87 536 077	42 220 175	45 315 902	41 189 312
Installations techniques, mat. et outillage industriels	371 236 403	308 376 578	62 859 824	57 348 294
Autres immobilisations corporelles	83 879 421	66 487 163	17 392 257	15 130 188
Immobilisations en cours	20 840 862		20 840 862	28 437 601
Avances et acomptes	13 358		13 358	136 746
Total immobilisations corporelles	602 388 630	436 387 726	166 000 903	161 105 177
Immobilisations financières				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	153 546 317	128 180 270	25 366 047	40 540 320
Créances rattachées à des participations	13 881 398	10 000 000	3 881 398	4 173 587
Autres titres immobilisés	24 978	331	24 647	24 647
Prêts				
Autres immobilisations financières	17 216 485	4 527 849	12 688 637	31 289
Total immobilisations corporelles	184 669 178	142 708 449	41 960 729	44 769 843
ACTIF IMMOBILISE	889 743 270	593 363 792	296 379 478	294 144 640
Stocks				
Matières premières, approvisionnements	36 341 772	9 977 729	26 364 042	25 882 333
En cours de production de biens	5 963 825	126 066	5 837 759	5 530 450
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	27 325 085	3 710 855	23 614 231	28 119 097
Marchandises	3 162 553	292 942	2 869 611	2 681 817
Total des stocks	72 793 235	14 107 592	58 685 644	62 213 696
Créances				
Avances et acomptes versés sur commandes	186 550		186 550	173 864
Clients et comptes rattachés	49 171 679	79 762	49 091 917	42 579 445
Autres créances	37 474 378	7 364 349	30 110 028	19 009 957
Capital souscrit et appelé, non versé				
Total des créances	86 832 607	7 444 111	79 388 495	61 763 266
Disponibilités et divers				
Valeurs mobilières dont actions propres :				1 628 365
Disponibilités	39 638 737		39 638 737	31 295 244
Charges constatées d'avance	602 359		602 359	559 625
Total disponibilités et divers	39 638 737		39 638 737	32 923 609
ACTIF CIRCULANT	199 264 579	21 551 703	177 712 876	156 900 572
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations	1 059 077		1 059 077	1 264 435
Ecart de conversion actif	419 734		419 734	861 957
TOTAL GENERAL	1 091 089 019	614 915 495	476 173 524	453 731 227

Bilan Passif

Rubriques	Net 2020		Net 2019
Situation nette			
Capital social ou individuel Dont versé :	87 176 320	87 176 320	87 176 320
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		57 621 929	57 621 929
Écarts de réévaluation			
Réserve légale		8 717 632	8 717 632
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves		1 227 455	1 227 455
Report à nouveau		17 173 408	21 353 494
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		19 791 151	(4 180 086)
Total situation nette		191 707 895	171 916 744
Subventions d'investissement		7 529 334	6 100 634
Provisions réglementées		72 213 370	71 712 855
CAPITAUX PROPRES		271 450 600	249 730 233
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques		4 521 495	5 763 617
Provisions pour charges		24 018 125	24 162 175
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		28 539 620	29 925 792
Dettes financières			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		93 150 000	84 161 458
Emprunts et dettes financières divers		153 270	190 340
Total dettes financières		93 303 270	84 351 798
Dettes d'exploitation			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		250 533	222 197
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		30 154 562	28 690 802
Dettes fiscales et sociales		23 189 298	20 666 162
Total dettes d'exploitation		53 594 393	49 579 161
Dettes diverses			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		5 934 185	6 420 448
Autres dettes		23 335 129	33 626 026
Total dettes diverses		29 269 314	40 046 474
Comptes de régularisation			
Produits constatés d'avance		13 700	13 700
TOTAL DES DETTES		176 180 676	173 991 132
Écarts de conversion passif		2 629	84 070
TOTAL GENERAL		476 173 524	453 731 227

Compte de résultat (partie 1)

Rubriques	France	Export	Net 2020	Net 2019
Vente de marchandises	22 662 608	2 326 733	24 989 342	26 692 219
Production vendue de biens	221 611 678	15 580 841	237 192 519	237 599 897
Production vendue de services	15 275 597	1 893 335	17 168 932	17 347 039
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	259 549 884	19 800 910	279 350 794	281 639 154
Production stockée			(4 361 163)	1 449 419
Production immobilisée			516 019	533 991
Subventions d'exploitation			2 742	76 865
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			8 063 539	9 632 810
Autres produits			348 457	253 456
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION			283 920 387	293 585 694
Charges externes				
Achat de marchandises (y compris droits de douane)			18 120 091	18 668 809
Variation de stock (marchandises)			(201 929)	138 577
Achat de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			27 291 948	28 831 602
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			(715 213)	(216 510)
Autres achats et charges externes			98 173 845	104 662 133
Total charges externes			142 668 743	152 084 611
Impôts, taxes et assimilés			9 578 095	8 829 891
Charges de personnel				
Salaires et traitements			51 337 402	53 516 689
Charges sociales			21 712 166	21 650 738
Total charges de personnel			73 049 568	75 167 427
Dotations d'exploitation				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			15 408 823	15 887 103
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			3 061 555	4 181 574
Dotations aux provisions pour risques et charges			2 583 400	3 341 010
Total dotations d'exploitation			21 053 778	23 409 687
Autres charges d'exploitation			646 173	1 870 213
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION			246 996 358	261 361 829
RESULTAT D'EXPLOITATION			36 924 029	32 223 865

Compte de résultat (partie 2)

Rubriques	Net 2020	Net 2019
RESULTAT D'EXPLOITATION	36 924 029	32 223 865
Opérations en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
Produits financiers		
Produits financiers de participations		2 316 192
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	734 210	702 427
Autres intérêts et produits assimilés	489 698	746 721
Reprises sur provisions et transferts de charges	10 441 684	2 104 665
Différences positives de change	142 642	403 280
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	5 013	43 272
Total des produits financiers	11 813 248	6 316 556
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements et provisions	14 442 239	27 240 330
Intérêts et charges assimilés	4 857 271	4 450 411
Différences négatives de change	178 375	218 522
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	19 477 885	31 909 264
RESULTAT FINANCIER	(7 664 637)	(25 592 708)
RESULTAT COURANT	29 259 392	6 631 157
Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	50 914	8 736
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 444 704	642 493
Reprises sur provisions et transferts de charges	12 472 048	17 363 966
Total des produits exceptionnels	13 967 667	18 015 195
Charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	290 589	9 096
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	762 541	1 912 251
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	10 084 644	15 965 164
Total des charges exceptionnelles	11 137 774	17 886 511
RESULTAT EXCEPTIONNEL	2 829 892	128 685
Participation des salariés aux résultats	2 479 662	1 605 335
Impôts sur les bénéfices	9 818 471	9 334 593
TOTAL DES PRODUITS	309 701 301	317 917 445
TOTAL DES CHARGES	289 910 150	322 097 531
BENEFICE ou (PERTE)	19 791 151	(4 180 086)

**ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS
DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2020**

Préambule

Annexe relative aux comptes sociaux de la société TERREAL SASU arrêtés au 31 décembre 2020 qui fait apparaître un résultat de 19 791 151 Euros et un total de bilan de 476 173 524 euros.

Le nombre moyen de salariés de l'entreprise est de 1 361 personnes.

Consolidation

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société :

TERREAL HOLDING

13, rue Pagès

92 150 Suresnes

R.C.S. Nanterre : 483 473 344

Événements significatifs de l'exercice

Épidémie de Covid-19

L'année 2020 a été marquée par deux périodes très contrastées en terme d'activité.

Après les mesures de confinement imposées en mars, TERREAL SAS a procédé à l'arrêt temporaire pendant quelques semaines de ses sites de production afin de protéger ses collaborateurs. Pour autant, TERREAL SAS n'a pas suspendu ses livraisons vers ses clients, dont l'activité, bien que réduite a perduré dans le secteur du bâtiment, notamment sur le marché de la maison individuelle.

A partir de la mi-mai, l'activité a connu un très fort rebond, avec un marché de la rénovation bien orienté. Au final, sur l'ensemble de l'année 2020, le marché français a progressé de 1 % en volume en couverture et connu un recul modéré de 6 % en structure.

Dans ce contexte particulier, les ventes nettes de TERREAL SAS s'établissent à 279,3€, en retrait de 0,8 % seulement par rapport à l'année précédente.

A titre complémentaire, il est à noter que TERREAL SAS n'a pas subi d'impact du Covid-19 sur ces éléments d'actif circulant. Dans le contexte de fort rebond d'activité connu depuis juin 2020, le niveau de stocks s'est plutôt fortement réduit. Par ailleurs, TERREAL SAS n'a pas à déplorer d'allongement des délais de paiement clients et n'a pas eu à faire face à des situations d'insolvabilité. Parallèlement, TERREAL SAS a continué à assumer l'ensemble de ses engagements vis-à-vis de ses fournisseurs.

TERREAL SAS n'a par conséquent pas eu à faire à des problématiques de continuité d'exploitation et sa liquidité est élevée comme en témoigne le niveau de trésorerie.



Toutefois, à titre de sécurisation de ses financements, TERREAL SAS a sollicité et obtenu des prêts garantis par l'Etat pour un montant total de 9 000 K€.

Ce niveau d'activité, associé à la démarche d'amélioration continue des performances et aux mesures de maîtrise des coûts permettent à TERREAL SAS de dégager une rentabilité d'exploitation en progression de 4,7 M€ par rapport à l'an dernier et un cash-flow opérationnel positif, démontrant la résilience de son modèle.

Les hypothèses de prévisions d'activité retenues pour les prochaines années n'amènent pas TERREAL SAS à constater particulièrement d'indices de perte de valeur en relation avec le Covid-19 pouvant avoir un impact sur les tests de dépréciation d'actifs.

Opérations de restructuration

TERREAL SAS a finalisé en 2020 les opérations de restructuration initiées en 2019 avec la fermeture du site de Revel en France, dont les actifs immobiliers ont été cédés en 2020.

TUP SOFIAC

Par mesure de simplification de la structure capitalistique, générant des coûts additionnels, il est utile de préciser que la société Sofiac S.A.S. (ancienne holding de Achard & Cie S.A.S.) a fait l'objet en décembre 2020 d'une transmission universelle de patrimoine au bénéfice de Terreal .S.A.S.

Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2020 sont présentés conformément au règlement N° 2015-06 du 23 novembre 2015 modifiant le règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014, relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les marques sont valorisées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport. Elles ont une durée d'utilisation non limitée et ne sont donc pas amorties. Elles font l'objet d'une dépréciation si leur valeur actuelle est inférieure à leur valeur comptable.

Les logiciels sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production et amortis selon le mode linéaire sur une durée de 3 à 5 ans.

2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur cout de production. Les frais d'acquisitions des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de l'utilité estimée de chaque immobilisation. Les durées et modes d'amortissement retenus pour les principaux types d'immobilisations sont les suivants :

Immobilisations corporelles	Durée	Mode
Carrières	(1)	Linéaire
Engins de carrières	5 à 6 ans	Linéaire
Constructions	40 ans	Linéaire
Matériels techniques, matériel et outillage	8 à 40 ans	Linéaire
Agencements et aménagements divers	10 ans	Linéaire
Matériel de transport	6 ans	Linéaire
Véhicules de tourisme (sous déduction de valeur résiduelle)	Durée spécifique	Linéaire
Matériel informatique	3 à 5 ans	Linéaire

Mobilier	10 ans	Linéaire
----------	--------	----------

(1) Conformément à l'application du règlement ANC N° 2014-05 relatif à la comptabilisation des terrains de carrières, la quote-part de la valeur d'acquisition des carrières comptabilisée en immobilisations, constitutive du tréfonds, n'est pas amortie.

Pour les véhicules de tourisme, l'amortissement est calculé sur une base nette de valeur résiduelle. La valeur résiduelle est définie au contrat d'achat, qui prévoit un engagement de reprise à une valeur et une date données.

Les amortissements dérogatoires sur immobilisations sont constatés pour la différence entre l'amortissement économique (mode linéaire et durée réelle d'utilisation) et l'amortissement fiscal (mode linéaire ou dégressif et durée d'usage).

3. TITRES DE PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

Les titres de participation sont comptabilisés pour leur valeur d'achat y compris les frais accessoires d'acquisition.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur comptable. La valeur d'utilité est déterminée sur la base, d'une part, de la quote-part de détention dans les capitaux propres sociaux ajustés le cas échéant des plus-ou moins-values estimées et, d'autre part, des perspectives de rentabilité.

Le cas échéant, les engagements complémentaires de TERREAL envers ses filiales font l'objet, en plus des dépréciations des titres de participation, de provisions pour dépréciation des créances sur les filiales ou de provisions pour risques et charges.

Les créances rattachées à des participations sont comptabilisées à leur valeur nominale et concernent principalement des prêts rémunérés consentis aux filiales.

4. STOCKS DE MARCHANDISES ET STOCKS D'EN COURS

Les stocks de matières premières et autres approvisionnements sont valorisés au prix unitaire moyen pondéré (PMP).

Les stocks de produits finis sont valorisés au coût réel moyen annuel de production.

Des provisions pour dépréciation des stocks sont constituées lorsque les produits sont considérés comme non utilisables ou non vendables en l'état.

Dans le cadre de son activité, TERREAL exploite des carrières. A ce titre, l'éventuelle part de la valeur du terrain dépassant la valeur du tréfonds ainsi que les coûts accessoires nécessaires à la mise en exploitation sont comptabilisés en encours de production.

5. CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Des provisions pour dépréciation sont pratiquées sur les créances dont le recouvrement est jugé incertain.

6. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES :

Des provisions pour risques et charges sont constituées pour les obligations à l'égard de tiers notamment pour :

- les engagements relatifs à la garantie des produits vendus, dès lors que l'entreprise a connaissance de l'existence d'un risque de réclamation ;
- les litiges ;
- les engagements de retraite et assimilés envers le personnel ;
- les engagements relatifs à la remise en état des carrières pour les surfaces et volumes à réaménager suite à leur exploitation.

Les provisions pour litiges et garanties correspondent à la meilleure estimation du risque à la date d'arrêt.

A la date de leur départ en retraite, les salariés du groupe bénéficient d'une indemnité de départ en retraite déterminée selon la convention collective en fonction notamment de l'ancienneté acquise dans la société et du salaire à la date du départ.

Ces indemnités de départ en retraite font l'objet de la constitution d'une provision calculée selon la méthode actuarielle dite « des unités projetées », qui consiste à probabiliser et actualiser les droits attribués à chaque salarié. Le taux d'actualisation utilisé est le taux de rendement des obligations Corporate de notation AA (zone Euro) pour une durée supérieure à 10 ans.

Les écarts actuariels sont constatés dans l'exercice de leur survenance.

Les primes accordées lors de l'acquisition par les salariés de médailles du travail font également l'objet de la reconnaissance d'une provision calculée selon la même méthode que celle exposée ci-dessus pour les retraites. Le taux d'actualisation utilisé est le taux de rendement des obligations Corporate de notation AA (zone Euro) pour une durée 7-10 ans.

Les provisions pour réaménagement des carrières couvrent le coût estimé de l'obligation de remise en état des carrières après exploitation. Ce coût intègre à la fois les travaux de comblement des espaces et de réaménagement des surfaces.

Immobilisations

La variation des immobilisations incorporelles et corporelles au titre de l'exercice se présente comme suit :

NATURE DES IMMOBILISATIONS	Montant début 2020	Augmentations	Diminutions	Montant fin 2020
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	101 838 868	846 593		102 685 462
Total des immobilisations incorporelles	101 838 868	846 593		102 685 462
Terrains	37 325 171	1 820 075	262 736	38 882 510
Constructions sur sol propre	63 796 555	6 554 332	1 128 225	69 222 662
Constructions sur sol d'autrui				
Insta. générales, agencements des constructions	18 358 715	141 927	187 227	18 313 415
Inst. techniques, mat. , et outillages industriels	361 289 534	10 813 381	866 511	371 236 403
Inst. générales, agencnts, aménagements divers	65 472 061	4 478 828	119 592	69 831 296
Matériel de transport	5 637 012	1 041 899	538 638	6 140 272
Matériel de bureau et mobilier informatique	7 433 756	594 711	120 615	7 907 852
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	28 437 601	17 848 412	25 445 152	20 840 862
Avances et acomptes	136 746	492 555	615 943	13 358
Total des immobilisations corporelles	587 887 151	43 786 119	29 284 640	602 388 630
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	169 394 177		1 966 461	167 427 715
Autres titres immobilisés	24 978			24 978
Prêts et autres immobilisations financières	14 559 138	2 657 348		17 216 485
Total des immobilisations financières	183 978 292	2 657 348	1 966 461	184 669 178
TOTAL GENERAL	873 704 311	47 290 060	31 251 101	889 743 270

Amortissements

La variation des amortissements économiques au titre de l'exercice pour les immobilisations incorporelles et corporelles se présente comme suit :

NATURE DES AMORTISSEMENTS	Montant début 2020	Augmentations	Diminutions	Montant fin 2020
Frais d'établissement, de recherche et de dév.				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	13 499 091	695 384		14 194 475
Total des immobilisations incorporelles	13 499 091	695 384		14 194 475
Terrains	18 462 136	973 320	131 645	19 303 810
Constructions sur sol propre	31 830 756	1 724 093	796 921	32 757 928
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements des constr.	9 135 202	410 560	83 515	9 462 247
Installations techniques, matériel et outillage indust.	275 690 303	11 069 070	836 318	285 923 056
Installations générales, agencements, aménagements	53 565 094	2 547 745	109 318	56 003 521
Matériel de transport	3 163 939	669 238	385 346	3 447 831
Matériel de bureau et informatique, mobilier	6 683 607	470 145	117 940	7 035 812
Total des immobilisations corporelles	398 531 037	17 864 170	2 461 004	413 934 204
TOTAL GENERAL	412 030 128	18 559 555	2 461 004	428 128 678

Dépréciations

NATURE DES DEPRECIATIONS	Montant au début 2020	Augmentations: Dotations de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Montant à la fin 2020
Provisions pour dépréciation				
Sur immobilisations incorporelles	70 158	17 841	14 858	73 142
Sur immobilisations corporelles	28 250 936	859 200	6 656 614	22 453 523
Sur immobilisation de titres mis en équivalence				
Sur immobilisation de titres de participation	114 680 270	13 500 000		128 180 270
Sur autres immobilisations financières	24 528 179		10 000 000	14 528 179
Sur stocks et en-cours	14 023 421	3 001 612	2 917 442	14 107 592
Sur comptes clients	94 700	59 943	74 881	79 762
Autres provisions dépréciations	6 627 468	736 882		7 364 349
Total des provisions pour dépréciation	188 275 133	18 175 478	19 663 794	186 786 817

Dépréciation des actifs à durée d'utilisation non limitée

Concernant la valorisation des marques et assimilés, la société les fait évaluer périodiquement par un expert externe à l'entreprise. La dernière évaluation, réalisée au 31 décembre 2016, n'a pas remis en cause les évaluations précédentes.

Aucun indice de perte de valeur n'est apparu en 2020 remettant celle-ci en cause au 31 décembre 2020 .

Dépréciations des actifs à durée d'utilisation limitée

La société avait été amenée à constater des dépréciations d'immobilisations, pour l'essentiel partielles, au titre de plusieurs unités ou composants d'unités de production.

Dans le cadre de la mise à jour de ces provisions au titre de l'exercice 2020 , il a été constaté sur la période une reprise nette de 5 794 K€ au titre des immobilisations incorporelles et corporelles.

Le solde des dépréciations au 31 décembre 2020 s'établit à 22 527 K€ portant pour l'essentiel sur les immobilisations corporelles.

Les taux de dépréciations retenus pour chaque unité ou composants d'unités s'appuient :

- d'une part, sur des indices internes, notamment des changements importants intervenus dans le degré d'utilisation des immobilisations concernées, reflétant les niveaux prévisionnels d'activité attendus par la direction de la société au titre de l'exercice 2020 , niveaux qui, dans le contexte d'un marché de la construction offrant actuellement une visibilité réduite, pourrait perdurer au-delà de l'année en cours pour certaines des unités ou composants d'unité de production concernés ;
- d'autre part, sur des indices externes, en particulier l'existence, sur le marché sur lequel la société opère, de capacités de production existantes excédentaires.

Dépréciations des filiales et des participations

Au cours de son exercice 2020, TERREAL SAS a passé une dépréciation sur titres de participation pour 13 500 K€ dont 4 900 K€ pour TERREAL MALAISIE et 8 600 K€ concernant GSEI.

Etat des stocks

ETAT DES STOCKS	Valeur Brute	Provisions sur stocks	Valeur Nette
Matières premières, approvisionnements	36 341 772	9 977 729	26 364 042
En cours de production de biens	5 963 825	126 066	5 837 759
En cours de production de services			
Produits intermédiaires et finis	27 325 085	3 710 855	23 614 231
Marchandises	3 162 553	292 942	2 869 611
TOTAL DES STOCKS	72 793 235	14 107 592	58 685 644

Créances

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	13 881 398		13 881 398
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	17 216 485		17 216 485
Total actif immobilisé	31 097 883		31 097 883
Actif circulant			
Clients douteux ou litigieux	122 068	122 068	
Autres créances clients	49 049 611	49 049 611	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	73 910	73 910	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 258	2 258	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	4 389 792	4 389 792	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	44 338	44 338	
Divers	9 443	9 443	
Groupe et associés (2)	32 002 415	32 002 415	
Débiteurs divers	952 222	952 222	
Total actif circulant	86 646 057	86 646 057	
Charges constatées d'avance	602 359	602 359	
TOTAL DES CREANCES	118 346 299	87 248 416	31 097 883

Les autres créances d'exploitation comprennent notamment :

- des créances fiscales à hauteur de 4 434 K€, principalement de TVA ;
- des créances sur d'autres entités du groupe à hauteur de 32 002 K€, dont 21 683 K€ d'avances de trésorerie aux filiales dans le cadre de la gestion de trésorerie centralisée et 10 968 K€, de créance d'impôt sur les sociétés envers la société TERREAL HOLDING, mère du groupe d'intégration fiscale.

Valeurs mobilières de placement

Au 31 décembre 2020, la société TERREAL ne possède pas de valeurs mobilières de placement.

Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance se rapportent essentiellement à l'exploitation.

Prime d'émission d'emprunts

Dans le cadre du refinancement intervenu le 8 août 2019, une prime d'émission d'un montant total de 1 350 K€ a été constatée. Elle porte à la fois sur l'emprunt Senior et la ligne « multi purpose facility ».

Détail de la prime d'émission des emprunts :

CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Montant début N	Augmentations	Dotations aux amortissements	Montant fin N
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations	1 264 435		205 357	1 059 077

Ecart de conversion actif

Les créances et dettes libellées en devises sont converties au taux de clôture. Les écarts en résultant sont inscrits en écarts de conversion actifs ou passifs. Une provision pour perte de change est constituée pour faire face aux pertes de change latentes.

L'essentiel de l'écart de conversion actif à la clôture porte sur des comptes courants entre TERREAL et d'autre société du groupe dans le cadre de la gestion de trésorerie centralisée.

Capitaux propres

Au 31 décembre 2020, le capital social est de 87 176 320 €, divisé en 5 716 480 actions de 15,25 € entièrement libérées.

CAPITAUX PROPRES	01/01/2020	Augmentation de capital	Diminution de capital	Affectation résultat N_1	Autres mouvements	Résultat N	31/12/2020
Capital en nombre d'actions							
Valeur nominale							
Capital social ou individuel	87 176 320						87 176 320
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	57 621 929						57 621 929
Ecart de réévaluation							
Réserve légale	8 717 632						8 717 632
Réserves statutaires ou contractuelles							
Réserves réglementées							
Autres réserves	1 227 455						1 227 455
Report à nouveau	21 353 494						17 173 408
Résultat de l'exercice	(4 180 086)			4 180 086		19 791 151	19 791 151
Subventions d'investissement	6 100 634						7 529 334
Provisions réglementées	71 712 855						72 213 370
Dividendes versés							
Total capitaux propres	249 730 233			4 180 086		19 791 151	271 450 600

Provisions

NATURE DES PROVISIONS	Montant au début 2020	Augmentations : Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant à la fin 2020
Provisions réglementées				
Amortissements dérogatoires	71 712 855	6 056 871	5 556 356	72 213 370
Total des provisions réglementées	71 712 855	6 056 871	5 556 356	72 213 370
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour litiges	3 614 369	101 765	396 979	3 319 154
Provisions pour pertes de change	861 957		442 222	419 734
Provisions pour pensions et obligations similaires	17 512 175	2 176 501	1 980 551	17 708 125
Provisions pour gros entretien et grandes révisions	6 650 000	150 000	490 000	6 310 000
Autres provisions pour risques et charges	1 287 292	155 135	659 821	782 606
TOTAL des provisions pour risques et charges	29 925 792	2 583 400	3 969 573	28 539 620

Les taux d'actualisation utilisés pour l'évaluation des engagements de retraite et de médailles du travail au 31 décembre 2020 s'établissent respectivement à 0,35 % et 0,00 %.

Dettes

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des ets de crédit à un an maxi				
Emprunts et dettes auprès des ets de crédit à + de un an	93 150 000	10 650 000		82 500 000
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	153 270			153 270
Fournisseurs et comptes rattachés	30 405 095	30 405 095		
Personnel et comptes rattachés	10 444 544	10 444 544		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	9 334 416	9 334 416		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	1 195 537	1 195 537		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	2 214 801	2 214 801		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	5 934 185	5 934 185		
Groupe et associés (2)	12 871 735	12 871 735		
Autres dettes	10 463 394	10 463 394		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	13 700	13 700		
TOTAL DES DETTES	176 180 675	93 527 406		82 653 270

L'emprunt « Senior » est remboursable in fine le 07 août 2026.

Cependant, le contrat d'emprunt « S.F.A. » ("Senior Facilities Agreement") prévoit également un mécanisme annuel de remboursement anticipé obligatoire basé sur la création de trésorerie au titre de l'exercice précédent, dit clause d'« Excess Cash-Flow ».

Ce mécanisme ne trouvera pas à s'appliquer en 2021 au titre de l'exercice 2020 . Par conséquent, l'intégralité du montant de l'emprunt « Senior » est présentée en dettes à plus d'un an.

Un prêt PGE a été souscrit auprès de 3 banques pour un total de 9 000 K€ et devra être remboursé courant 2021.

Les emprunts et dettes financières divers au 31 décembre 2020 correspondent à des cautions reçues à hauteur de 153 K€.

Les échéances des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit sont présentées conformément à leur plan d'amortissement.

Les autres dettes sont principalement constituées :

- de comptes courants entre TERREAL et d'autres sociétés du groupe, à hauteur de 12 872 K€ dans le cadre de son rôle de gestion centralisée de la trésorerie
- et de montants dus aux clients à hauteur de 8 883 K€.

Les produits constatés d'avance se rapportent exclusivement à l'exploitation.

Ecart de conversion passif

Les créances et dettes libellées en devises sont converties au taux de clôture. Les écarts en résultant sont inscrits en écarts de conversion actifs ou passifs.

Ventilation du chiffre d'affaires

Voici la répartition du chiffre d'affaires par marché géographique au 31/12/2020 :

France : 259 549 884 € Export : 19 800 910 €

Produits à recevoir

Le montant des produits à recevoir s'élève à 1 777 396 € :

NATURE DES PRODUITS A RECEVOIR	2020	2019
Immobilisations financières		
Créances rattachées à des participations		
Autres immobilisations financières		
Total immobilisations financières		
Créances		
Créances clients et comptes rattachés	3 500	
Autres créances	1 773 896	1 094 057
Total créances	1 777 396	1 094 057
Disponibilités et divers		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
Total disponibilités et divers		
Total autres		
TOTAL	1 777 396	1 094 057

Il se compose principalement de 708 K€ de remboursements à venir de nos assureurs.

Charges à payer

Le montant des charges à payer s'élève à 46 360 956 € et se détaille de la façon suivante :

NATURE DES CHARGES A PAYER	2020	2019
Dettes financières		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 650 000	1 661 458
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commande en cours		
Total dettes financières	1 650 000	1 661 458
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 462 488	15 572 373
Dettes fiscales et sociales	16 022 175	14 689 843
Total dettes d'exploitation	33 484 663	30 262 216
Dettes diverses		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 249 135	3 028 513
Autres dettes	8 977 157	8 445 786
Total dettes diverses	11 226 293	11 474 299
TOTAL	46 360 956	43 397 973

Transfert de charges

Les transferts de charges sont pour l'essentiel constitués d'indemnité d'assurance couvrant des dépenses courantes et des remboursements forfaitaires de l'Etat et organismes assimilés relatives à des charges de personnel.

Frais de développement

La société poursuit une démarche continue de recherche et développement au travers de son centre technique. Le montant des dépenses s'est élevé à 2 790 K€ au cours de l'exercice.

Résultat financier

Le résultat financier de (7 664 637) € est impacté par des dépréciations sur titres (Malaisie pour 4 900 K€ et GSEI pour 8 600 K€) et se décompose de la manière suivante :

NATURE DES CHARGES FINANCIERES	2020	2019
Charges d'intérêts		
Intérêts des emprunts et dettes	4 696 253	3 879 782
dont : intérêts des emprunts et dettes assimilées	4 193 750	3 879 782
dont : Intérêts des emprunts et dettes rattachées à des participations		
Intérêts des emprunts pour la trésorerie		
Intérêts des comptes courants et des dépôts créditeurs	89 716	505 027
Intérêts bancaires et sur opérations de financement (escompte,...)		
Intérêts des obligations cautionnées		
Intérêts des autres dettes		
dont : Intérêts des dettes commerciales		
dont : Intérêts des dettes diverses		
Total charges d'intérêts	4 785 970	4 384 809
Pertes sur créances liées à des participations		
Escomptes accordés	71 302	65 603
Pertes de change	178 375	218 522
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Autres charges financières		
Dotations financières aux amortissements et provisions	14 442 239	27 240 330
Total des charges financières	19 477 885	31 909 264
Comparatif Compte de Résultat (2052 rubrique GU)	19 477 885	31 909 264

NATURE DES PRODUITS FINANCIERS	2020	2019
Produits de participations		
Revenus des titres de participation		2 316 192
Revenus sur autres formes de participation		
Revenus des créances rattachées à des participations		
Total produits de participations		2 316 192
Produits des autres immobilisations financières		
Revenus des titres immobilisés		
Revenus des prêts		
Revenus des créances immobilisées		
Total produits des autres immobilisations financières	734 210	702 427
Revenus des autres créances		
Revenus des créances commerciales		
Revenus des créances diverses	388 735	598 105
Total revenus des autres créances	388 735	598 105
Revenus des valeurs mobilières de placement		
Escomptes obtenus	100 476	145 650
Gains de change	142 642	403 280
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	5 013	43 272
Autres produits financiers	19 477 885	31 909 264
Reprises sur provisions et transferts de charges	486	2 965
Total des produits financiers	10 441 684	2 104 665
Comparatif Compte de Résultat (2052 rubrique GP)	11 813 248	6 316 556

Résultat exceptionnel

Le bénéfice exceptionnel d'un montant de 2 829 892 €, se décompose de la manière suivante :

NATURE DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	2020	2019
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Pénalités sur marchés		
Pénalités et amendes fiscales et pénales	417	271
Dons, libéralités		
Créances devenues irrécouvrables dans l'exercice		
Subventions accordées		
Rappels d'impôts		
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	100 000	
Total charges exceptionnelles sur opérations de gestion	100 417	271
Charges sur exercices antérieurs		
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés		
Immobilisations incorporelles		
Immobilisations corporelles	762 541	1 912 251
Immobilisations financières		
Autres éléments d'actif (sauf stocks et valeurs mobilières)		
Total valeur comptables des éléments d'actifs cédés	762 541	1 912 251
Autres charges exceptionnelles		
Malis provenant de clauses d'indexation		
Lots		
Malis provenant du rachat de titres propres		
Charges exceptionnelles diverses	190 172	8 826
Total autres charges exceptionnelles	190 172	8 826
Autres		
Total autres		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions	10 084 644	15 965 164
Total des charges exceptionnelles	11 137 774	17 886 511

NATURE DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	2020	2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Dédits et pénalités perçus sur achats et ventes		
Libéralités reçues		
Rentrées sur créances amorties		1 028
Subventions d'équilibre		
Dégrèvements d'impôts (autres qu'impôts sur les bénéfices)		
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	50 914	3 000
Total produits exceptionnels sur opérations de gestion	50 914	4 028
Produits sur exercices antérieurs		
Produits des cessions d'éléments d'actif		
Immobilisations incorporelles		
Immobilisations corporelles	1 175 538	536 943
Immobilisations financières		
Autres éléments d'actif (sauf stocks et valeurs mobilières)		
Total produits des cession d'éléments d'actif	1 175 538	536 943
Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat	269 166	105 550
Autres produits exceptionnels		
Bonis provenant de clauses d'indexation		
Lots		
Bonis provenant de rachat ou de ventes de titres propres		
Produits exceptionnels divers		4 709
Total autres produits exceptionnels		4 709
Autres		
Total autres		
Reprises sur provisions et transferts de charges	17 363 966	13 449 584
TOTAL	18 015 195	14 283 339

Intégration fiscale

Depuis le 1er janvier 2006, la société TERREAL SAS est membre du groupe d'intégration fiscale dont TERREAL HOLDING est la mère.

La convention d'intégration fiscale pose le principe général de neutralité en prévoyant que les sociétés membres du groupe d'intégration fiscale supportent l'impôt dont elles auraient dû s'acquitter en l'absence d'intégration.

Dans l'hypothèse où une filiale enregistre un déficit au titre d'un exercice, l'économie d'impôt est conservée chez la société mère au titre de l'exercice considéré. Lors d'un exercice ultérieur bénéficiaire, la filiale retrouve la capacité à imputer intégralement son déficit reportable précédemment transmis, selon les règles de prescription de droit commun.

Les économies réalisées par le groupe intégré, non liées aux déficits, bénéficient en totalité à la société mère d'intégration.

Accroissement et allègement de la dette future d'impôt

Accroissements de la dette future d'impôt	Montant	Impôt correspondant (1)
Provisions réglementées	71 567	18 562
TOTAL	71 567	18 562

Allègements de la dette future d'impôt	Montant	Impôt correspondant
Charges déductibles sur exercices suivants CT	3 265	851
Charges déductibles sur exercices suivants LT	17 708	4 573
Ecart de conversion passif		
TOTAL	20 973	5 424
TOTAL	50 594	13 138

(1) Au taux de 28,41% pour les éléments susceptibles d'être taxés au titre de l'année 2021 et 25,83% pour les exercices à clôturer à compter du 31 décembre 2022.

Impôts sur les sociétés

IMPOTS SUR LES SOCIETES	2020		
	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net
Résultat courant	29 259 392	9 055 411	20 203 980
Résultat exceptionnel	2 829 892	862 267	1 967 626
Résultat comptable (hors participation)	32 089 284	9 917 678	22 171 606
Participation des salariés	2 479 662	753 696	1 725 967
Autres		(654 488)	654 488
Total général	29 609 622	9 818 470	19 791 151

Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

La loi de finances pour 2018 a supprimé le crédit d'impôt compétitivité et emploi (CICE) à compter du 1er janvier 2019. A cette date, le CICE a été remplacé par une baisse pérenne de charges sociales employeurs.

La loi instituant le CICE (CGI, art. 244 quater C) prévoit que la société retrace dans ses comptes annuels l'utilisation du CICE perçu (soit dans le cadre d'un pré-financement, soit par imputation sur l'impôt sur les sociétés) conformément aux objectifs de celui-ci.

Le produit de CICE comptabilisé au titre de l'exercice 2017, a pu être imputé pour un montant de 2 149 K€, au cours de l'exercice 2020 au paiement du second, troisième et quatrième acompte de l'impôt sur les sociétés respectivement pour les montants de 875 K€, 861 K€ et 413 K€.

Le CICE, comme d'ailleurs tous les autres produits et charges concourant à la formation du résultat, est par essence fongible et il est par conséquent difficile de lui attribuer une utilisation spécifique. Toutefois, il peut

être considéré que, conformément à son objectif, le CICE perçu par la société a notamment contribué, dans la limite de son montant :

- au maintien de la politique soutenue d'investissements, ceux-ci s'inscrivant à 16 162 K€ en 2020 après déjà 19 876 K€ réalisés en 2019 (hors avances et acomptes sur immobilisations);
- à la politique sociale mise en œuvre par l'entreprise qui, dans un marché de la construction toujours contrasté en 2020 s'exprime par une volonté forte de préserver l'emploi et un dialogue social permanent.

Information au titre des opérations réalisées avec des parties liées

Les opérations avec les parties liées concernent des opérations réalisées avec des sociétés susceptibles d'être consolidées par intégration globale par TERREAL HOLDING, société mère du groupe auquel TERREAL appartient, ou avec les principaux associés ou dirigeants de TERREAL. Ces opérations ayant été conclues à des conditions normales de marché, elles se trouvent exclues du champ de l'information sur les parties liées.

Rémunération des dirigeants

La société ne verse pas de jetons de présence.

Les dirigeants n'ont pas perçu de rémunération directe au titre de l'exercice de leurs mandats sociaux.

Par ailleurs, la société n'a pas réalisé d'avance ou de crédit aux dirigeants sociaux.

Engagements financiers

ENGAGEMENTS DONNES	Total
Cautions :	
pour remise en état des carrières	7 600
pour des installations classées	3 218
à des fournisseurs	126
Garanties : solidaires données à des filiales	450
TOTAL	11 394

Garanties liées aux emprunts

L'emprunt "Senior" est garanti au travers d'un dispositif global couvrant les principaux éléments suivants :

- garanties de droit anglais (guarantee and indemnity) consenties par TERREAL HOLDING, Clay Tiles Europe, TERREAL et Ludowici Roof Tile au titre du (et dans les termes du) Senior Facilities Agreement, dont le montant total maximum s'élève à 405 000 K€. Les lignes de crédit utilisées dans le cadre de cet accord au 31 décembre 2020 s'élèvent à 375 000 K€, dont 60 000 K€ par TERREAL HOLDING, 232 500 K€ par Clay Tiles Europe et 82 500 K€ par TERREAL ;
- nantissement du solde des comptes bancaires des sociétés TERREAL HOLDING, Clay Tiles Europe, TERREAL et Ludowici Roof Tile ;

- nantissement des titres de Clay Tiles Europe, TERREAL, Ludowici Roof Tile (nantissement de droit de l'état de New York) et TERREAL Italia S.r.l. (nantissement de droit italien) ;
- nantissement des créances intra groupe de TERREAL HOLDING, Clay Tiles Europe, TERREAL et Ludowici Roof Tile.

Le contrat d'emprunt ne prévoit pas de mécanisme de respect de ratios financiers, sauf en cas d'utilisation de la ligne de crédit « multi purpose facility ».

Engagements reçus

- De TERREAL Malaysia au titre de la clause de remboursement en cas de retour à meilleure fortune de la créance abandonnée :
- pour un montant de 9 021 K€ (39 875 K MYR) au titre des abandons de créances consentis antérieurement à 2013,
- pour un montant de 10 417 K€ (47 622 K MYR) au titre de l'abandon de créance réalisé en 2013.

De TERREAL HOLDING : En application de l'ordonnance n° 2015-839 du 9 juillet 2015 relative à la sécurisation des rentes versées dans le cadre des régimes de retraite mentionnés à l'article L. 137-11 du code de la sécurité sociale, la société TERREAL HOLDING s'est portée caution, à hauteur de 100 %, pour la sécurisation des engagements représentatifs des droits à retraite liquidés et estimés à 323 K€ au 31/12/2020 .

Effectif moyen

CATEGORIES	2020	
	Moyen	Fin de période
Cadres	279	281
Agents de maîtrise	157	159
Employés et techniciens	397	398
Ouvriers	529	519
Total	1 361	1357

Information relative aux opérations de nature spécifique

Quotas d'émission de gaz à effet de serre

Les quotas sont constitutifs d'éléments de stock, entrés pour leur valeur d'acquisition. Lorsque les quotas entrant en stocks correspondent à des quotas alloués gratuitement, la valeur d'entrée est nulle.

Ils sont sortis lors de l'émission de gaz à effet de serre et/ou en cas de cession. Un passif est constitué au coût des quotas s'il est nécessaire pour l'entreprise d'en acquérir afin de remplir son obligation de restitution des quotas d'émission.

La société émet des gaz à effets de serre dans le cadre de son activité courante de fabrication de matériaux de construction.

Les quotas détenus le sont uniquement dans le but de se conformer aux obligations relatives aux émissions de gaz à effet de serre prévu à l'article L.229-7 du code de l'environnement. En conséquence, l'entreprise comptabilise des quotas en fonction du modèle économique « production ».

Dans le cadre du plan national d'allocation pour la période 2013 -2020, TERREAL s'est vue attribuer un total de 1 583 664 tonnes, dont 184578 tonnes au titre de 2020 .

Au 31 décembre 2020 , TERREAL ne détient que des quotas alloués par l'Etat. Ils permettent de couvrir les restitutions à réaliser début 2020 au titre des émissions de l'année 2020 .

En conséquence, aucune charge à payer n'a été constituée à ce titre.

Informations sur les transactions effectuées sur des marchés de produits dérivés

Les principes de la comptabilité de couverture sont appliqués de façon obligatoire dès lors qu'une relation de couverture est identifiée en gestion et documentée. Les effets des instruments financiers utilisés pour couvrir et gérer ses risques de change, de taux et de « matières premières » sont reconnus dans le compte de résultat de manière symétrique à ceux de l'élément couvert. Ainsi :

- le résultat des swaps de taux ou CAP est reconnu au rythme des intérêts d'emprunt couverts et classé dans le poste « Intérêts et charges assimilées » ;
- le résultat des dérivés sur matières premières est reconnu au rythme de la consommation des stocks de matières premières couverts et classé dans le poste « Achats de matières premières » ;
- le résultat de change sur les emprunts et dérivés couvrant les titres en devises est reconnu au rythme des dividendes et cessions de titres et classé dans le poste « Produits financiers des participations » ;
- le résultat des dérivés de change couvrant les ventes en devises puis les créances, est reconnu :
 - en partie à la facturation et classé dans le poste « Chiffre d'affaires »,
 - en partie à l'encaissement et classé dans le poste « Autres charges » et « Autres produits ».

Les primes d'option sur les dérivés de taux d'intérêt, sont différées et étalées de façon symétrique à l'élément couvert.

Les variations de valeur des dérivés ne sont pas comptabilisées au bilan, sauf pour permettre d'appliquer le principe de symétrie du résultat.

Les dépréciations ou provisions pour risques portant sur un élément couvert prennent en compte les effets de la couverture.

En cas de disparition de l'élément couvert, l'instrument de couverture est traité comme une position ouverte isolée (voir ci-après).

Postions ouvertes isolées

Les positions ouvertes isolées sont toutes les opérations non qualifiées de couverture. Les pertes et gains dénoués sont comptabilisés en résultat. Les gains latents sont comptabilisés au bilan mais ne sont pas reconnus en résultat. Les pertes latentes sont comptabilisées au bilan et donnent lieu à la constitution d'une provision.

Au 31 décembre 2020 - comme au 31 décembre 2019 - TERREAL SASU ne détient aucun instrument dérivé non qualifié de couverture (pas de position ouverte isolée).

Tableau des filiales et participations (K€)

Sociétés	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société (1)	Montant des cautions et avals donnés par la société	CA HT du dernier exercice clos	Résultat (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
TERREAL Italie	18 076	6 482	100	74 034		10 009		20 932	(1 402)	
TERREAL Espagne	1 496	1 237	100	28 793		5 373		10 053	(554)	
LAHERA Productions	56	5 320	100	3 957	3 957			15 275	975	
GSEI	12 486	8 252	51	29 218	12 618			35 772	(78)	
TERREAL Malaisie (2)	14 628	(1 009)	100	13 751	5 000	7 334		4 159	(17 432)	
TERREAL Singapour (3)	624	845	100	620	620			3 722	208	
ACHARD	240	2 478	100	3 172	3 172			10 472	636	
TOTAL	47 606	23 605		153 545	25 367	22 716		100 385	(17 647)	

(1) somme des prêts (pour un montant de 13 880 K€) et des comptes courants d'associés (pour un montant de 8 836 K€)

(2) cours moyen 1EUR= 4,7943 MYR, cours de clôture 1EUR= 4,9340 MYR.

(3) cours moyen 1EUR= 1,5696 SGD, cours de clôture 1EUR= 1,6218 SGD.

TERREAL SAS

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2019)

PricewaterhouseCoopers Audit

63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
S.A.S. au capital de € 2.510.460
672 006 483 RCS Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres

Tour First TSA 14444
92037 Paris – La Défense cedex
S.A.S. au capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels****(Exercice clos le 31 décembre 2019)**

A l'Associé unique

TERREAL SAS

15, rue Pagès
92158 Suresnes Cedex

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société TERREAL SAS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le président le 3 avril 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les titres de participations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président arrêté le 3 avril 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêt des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'associé unique appelés à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

ERNST & YOUNG et Autres

Marie-Cécile Dang Tran

Romain Lancner

SASU au capital de 87 176 320 €
Siège social : 13 - 17 RUE PAGES , 92150 SURESNES
R.C.S. Nanterre 562110346

COMPTES ANNUELS
DE L'EXERCICE CLOS
LE 31 DECEMBRE 2019

Bilan Actif

Rubriques	Brut	Amortissement	Net 2019	Net 2018
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	100 071 129	13 409 178	86 661 952	86 290 564
Fonds commercial	164 950	160 071	4 878	4 878
Autres immobilisations incorporelles	1 602 789		1 602 789	1 840 648
Avances et acomptes sur immobilisation incorporelles				
Total immobilisations incorporelles	101 838 868	13 569 249	88 269 619	88 136 090
<u>Immobilisations corporelles</u>				
Terrains	37 325 171	18 462 136	18 863 036	18 454 867
Constructions	82 155 270	40 965 958	41 189 312	42 976 472
Installations techniques, mat. et outillage industriels	361 289 534	303 941 239	57 348 294	65 419 187
Autres immobilisations corporelles	78 542 829	63 412 640	15 130 188	15 879 163
Immobilisations en cours	28 437 601		28 437 601	22 069 520
Avances et acomptes	136 746		136 746	222 482
Total immobilisations corporelles	587 887 151	426 781 973	161 105 177	165 021 691
<u>Immobilisations financières</u>				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	155 220 590	114 680 270	40 540 320	48 540 320
Créances rattachées à des participations	14 173 587	10 000 000	4 173 587	1 985 503
Autres titres immobilisés	24 978	331	24 647	24 647
Prêts				
Autres immobilisations financières	14 559 138	14 527 849	31 289	31 822
Total immobilisations financières	183 978 292	139 208 449	44 769 843	50 582 293
ACTIF IMMOBILISE	873 704 311	579 559 671	294 144 640	303 740 074
<u>Stocks</u>				
Matières premières, approvisionnements	35 625 449	9 743 116	25 882 333	26 374 261
En cours de production de biens	5 656 516	126 066	5 530 450	4 616 719
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	32 001 892	3 882 796	28 119 097	26 824 946
Marchandises	2 953 260	271 443	2 681 817	2 521 776
Total des stocks	76 237 117	14 023 421	62 213 696	60 337 703
<u>Créances</u>				
Avances et acomptes versés sur commandes	173 864		173 864	292 626
Clients et comptes rattachés	42 674 145	94 700	42 579 445	50 398 137
Autres créances	25 637 425	6 627 468	19 009 957	22 623 072
Capital souscrit et appelé, non versé				
Total des créances	68 485 434	6 722 168	61 763 266	73 313 835
<u>Disponibilités et divers</u>				
Valeurs mobilières dont actions propres :	1 628 365		1 628 365	25 562 687
Disponibilités	31 295 244		31 295 244	3 802 919
Total disponibilités et divers	32 923 609		32 923 609	29 365 606
ACTIF CIRCULANT	177 646 161	20 745 589	156 900 572	163 017 143
Charges constatées d'avance	559 625		559 625	443 090
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations	1 264 435		1 264 435	821 980
Ecarts de conversion actif	861 957		861 957	728 874
TOTAL GENERAL	1 054 036 488	600 305 261	453 731 227	468 751 161

Bilan Passif

Rubriques	Net 2019	Net 2018
Situation nette		
Capital social ou individuel Dont versé : 87 176 320	87 176 320	87 176 320
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	57 621 929	57 621 929
Écarts de réévaluation		
Réserve légale	8 717 632	8 717 632
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	1 227 455	1 227 455
Report à nouveau	21 353 494	14 557 267
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	(4 180 086)	6 796 227
Total situation nette	171 916 744	176 096 830
Subventions d'investissement	6 100 634	5 859 615
Provisions réglementées	71 712 855	78 471 099
CAPITAUX PROPRES	249 730 233	260 427 544
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	5 763 617	6 473 075
Provisions pour charges	24 162 175	22 482 804
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	29 925 792	28 955 879
Dettes financières		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	84 161 458	82 509 933
Emprunts et dettes financières divers	190 340	279 775
Total dettes financières	84 351 798	82 789 708
Dettes d'exploitation		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	222 197	114 442
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 690 802	28 424 660
Dettes fiscales et sociales	20 666 162	22 477 319
Total dettes d'exploitation	49 579 161	51 016 422
Dettes diverses		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6 420 448	7 944 807
Autres dettes	33 626 026	37 602 847
Total dettes diverses	40 046 474	45 547 654
Comptes de régularisation		
Produits constatés d'avance	13 700	13 700
TOTAL DES DETTES	173 991 132	179 367 485
Écarts de conversion passif	84 070	254
TOTAL GENERAL	453 731 227	468 751 161

Compte de résultat (partie 1)

Rubriques	France	Export	Net 2019	Net 2018
Vente de marchandises	23 694 012	2 998 207	26 692 219	22 587 901
Production vendue de biens	222 942 521	14 657 376	237 599 897	237 268 861
Production vendue de services	15 660 061	1 686 977	17 347 039	20 002 589
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	262 296 595	19 342 560	281 639 154	279 859 351
Production stockée			1 449 419	(1 603 772)
Production immobilisée			533 991	600 478
Subventions d'exploitation			76 865	437 474
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			9 632 810	12 846 376
Autres produits			253 456	234 059
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION			293 585 694	292 373 967
Charges externes				
Achat de marchandises (y compris droits de douane)			18 668 809	15 694 397
Variation de stock (marchandises)			138 577	280 261
Achat de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			28 831 602	33 224 163
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			(216 510)	(1 842 742)
Autres achats et charges externes			104 662 133	97 337 904
Total charges externes			152 084 611	144 693 983
Impôts, taxes et assimilés			8 829 891	9 651 635
Charges de personnel				
Salaires et traitements			53 516 689	55 910 561
Charges sociales			21 650 738	23 942 333
Total charges de personnel			75 167 427	79 852 894
Dotations d'exploitation				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			15 887 103	19 436 761
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			4 181 574	2 905 142
Dotations aux provisions pour risques et charges			3 341 010	2 042 759
Total dotations d'exploitation			23 409 687	24 384 662
Autres charges d'exploitation			1 870 213	3 131 951
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION			261 361 829	261 715 125
RESULTAT D'EXPLOITATION			32 223 865	30 658 842

Compte de résultat (partie 2)

Rubriques	Net 2019	Net 2018
RESULTAT D'EXPLOITATION	32 223 865	30 658 842
Opérations en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
Produits financiers		
Produits financiers de participations	2 316 192	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	702 427	536 861
Autres intérêts et produits assimilés	746 721	474 967
Reprises sur provisions et transferts de charges	2 104 665	
Différences positives de change	403 280	507 912
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	43 272	94 650
Total des produits financiers	6 316 556	1 614 391
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements et provisions	27 240 330	12 791 494
Intérêts et charges assimilées	4 450 411	4 380 092
Différences négatives de change	218 522	364 497
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	31 909 264	17 536 083
RESULTAT FINANCIER	(25 592 708)	(15 921 692)
RESULTAT COURANT	6 631 157	14 737 149
Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	8 736	286 789
Produits exceptionnels sur opérations en capital	642 493	546 965
Reprises sur provisions et transferts de charges	17 363 966	13 449 585
Total des produits exceptionnels	18 015 195	14 283 339
Charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	9 096	403 514
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 912 251	711 658
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	15 965 164	12 543 238
Total des charges exceptionnelles	17 886 511	13 658 409
RESULTAT EXCEPTIONNEL	128 685	624 930
Participation des salariés aux résultats	1 605 335	1 064 022
Impôts sur les bénéfices	9 334 593	7 501 830
TOTAL DES PRODUITS	317 917 445	308 271 696
TOTAL DES CHARGES	322 097 531	301 475 469
BENEFICE ou PERTE	(4 180 086)	6 796 227

TERREAL

SASU au capital de 87 176 320 €
Siège social : 13 - 17 RUE PAGES , 92150 SURESNES
R.C.S. Nanterre 562110346

**ANNEXE DES COMPTES ANNUELS
DE L'EXERCICE CLOS
LE 31 DECEMBRE 2019**

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

1. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE ET CONTEXTE GENERAL DE L'ARRETE

En août 2019, le Groupe a finalisé le refinancement de sa dette bancaire structurée.

Pour mémoire, la dette bancaire résiduelle du groupe s'élevait à 225 000 K€ au moment du refinancement, dont 82 500 K€ au niveau de la société (225 000 K€ au 31 décembre 2018, dont 82 500 K€ au niveau de la société) et était remboursable in fine à son échéance, le 30 juin 2022.

La dette bancaire du Groupe, dont le refinancement est intervenu le 8 août 2019, s'élève désormais à 285 000 K€, dont 82 500 K€ au niveau de la société, et est remboursable in fine à son échéance, le 07 août 2026.

Le contrat de financement prévoit en outre la mise à disposition d'une ligne de 30 000 K€ dédiée aux besoins de financement généraux de la société (« multi purpose facility ») pour Terreal SAS.

Les caractéristiques de ce refinancement procurent au Groupe un horizon et des moyens pour mettre en œuvre sa stratégie.

Enfin, TERREAL SAS a restructuré son activité de façade en fermant son usine de REVEL au travers d'un accord de performance collective.

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1 Principes généraux

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019 sont présentés conformément au règlement N° 2015-06 du 23 novembre 2015 modifiant le règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014, relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'application du règlement ANC N°2015-05 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture n'entraîne pas de modifications des méthodes appliquées.

Les méthodes appliquées sont détaillées en note 10.2

2.2 Consolidation

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société :

Terreal Holding

13, rue Pagès

92 150 Suresnes

R.C.S. Nanterre : 483 473 344

2.3 Evènements postérieurs à la clôture

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité. Les activités ont commencé à être affectées par COVID-19 au premier trimestre 2020 et l'entité s'attend à un impact négatif sur ses états financiers en 2020.

La société, compte tenu du caractère récent de l'épidémie et des mesures annoncées par le gouvernement pour aider les entreprises, n'est toutefois pas en capacité d'en apprécier l'impact chiffré éventuel. A la date d'arrêté des comptes par le Président des états financiers 2019 de l'entité, la direction de l'entité n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remette en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

3. NOTES SUR LE BILAN

3.1 Etat de l'actif immobilisé

3.1.1 Modalité de détermination de la valeur brute comptable, des amortissements et des dépréciations

3.1.1.1 Immobilisations incorporelles

Marques

Les marques sont valorisées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport. Elles ont une durée d'utilisation non limitée et ne sont donc pas amorties. Elles font l'objet d'une dépréciation si leur valeur actuelle est inférieure à leur valeur comptable.

Logiciels

Les logiciels sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production et amortis selon le mode linéaire sur une durée de 3 à 5 ans.

3.1.1.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Les frais d'acquisition des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition.

Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés sur la durée réelle d'utilisation des biens, les principales durées d'amortissement sont les suivantes :

Immobilisations corporelles	Durée	Mode
Carrières	(1)	Linéaire
Engins de carrières	5 à 6 ans	Linéaire
Constructions	40 ans	Linéaire
Matériels techniques, matériel et outillage	8 à 40 ans	Linéaire
Agencements et aménagements divers	10 ans	Linéaire
Matériel de transport	6 ans	Linéaire
Véhicules de tourisme (sous déduction de valeur résiduelle)	Durée spécifique	Linéaire
Matériel informatique	3 à 5 ans	Linéaire
Mobilier	10 ans	Linéaire

(1) Conformément à l'application du règlement ANC N° 2014-05 relatif à la comptabilisation des terrains de carrières, la quote-part de la valeur d'acquisition des carrières comptabilisée en immobilisations, constitutive du tréfonds, n'est pas amortie.

Pour les véhicules de tourisme, l'amortissement est calculé sur une base nette de valeur résiduelle. La valeur résiduelle est définie au contrat d'achat, qui prévoit un engagement de reprise à une valeur et une date données.

Les amortissements dérogatoires sur immobilisations sont constatés pour la différence entre l'amortissement économique (mode linéaire et durée réelle d'utilisation) et l'amortissement fiscal (mode linéaire ou dégressif et durée d'usage).

3.1.1.3 Immobilisations financières

Titres de participation

Les titres de participation sont comptabilisés pour leur valeur d'achat y compris les frais accessoires d'acquisition.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur comptable. La valeur d'utilité est déterminée sur la base, d'une part, de la quote-part de détention dans les capitaux propres sociaux ajustés le cas échéant des plus-ou moins-values estimées et, d'autre part, des perspectives de rentabilité.

Le cas échéant, les engagements complémentaires de Terreal envers ses filiales font l'objet, en plus des dépréciations des titres de participation, de provisions pour dépréciation des créances sur les filiales ou de provisions pour risques et charges.

Créances rattachées à des participations

Les créances rattachées à des participations sont comptabilisées à leur valeur nominale et concernent principalement des prêts rémunérés consentis aux filiales.

3.1.2 **Rapprochement entre la valeur comptable à l'ouverture et à la clôture de l'exercice des valeurs brutes**

<i>En K EUR</i>	Montants au 31/12/2018	Augmentation	Diminution	Transfert	Montants au 31/12/2019
Logiciels	13 380	-	(1)	1 202	14 581
Marques et assimilés	85 473	-	-	-	85 473
Brevets	17	-	-	-	17
Fonds de commerce	165	-	-	-	165
Immobilisations en cours	1 841	965	-	(1 202)	1 603
<i>Sous-total immobilisations incorporelles</i>	100 876	965	(1)	-	101 839
Terrains	35 892	-	(133)	1 566	37 325
Constructions	81 861	-	(8)	302	82 155
Installations techniques, matériel et outillage	358 000	-	(4 121)	7 410	361 290
Installations générales	63 340	-	(12)	2 144	65 472
Matériel de transport	6 004	-	(1 100)	733	5 637
Autres matériels	7 273	-	(228)	389	7 434
Immobilisations en cours	22 070	18 912	-	(12 544)	28 438
Avances et acomptes	222	645	(731)	-	137
<i>Sous-total immobilisations corporelles</i>	574 662	19 558	(6 332)	0	587 887
Autres participations	143 621	11 600	-	-	155 221
Créances rattachées à des participations	14 090	83	-	-	14 173
Autres titres immobilisés	25	-	-	-	25
Autres immobilisations financières	14 560	-	(1)	-	14 559
<i>Sous-total immobilisations financières</i>	172 296	11 683	(1)	-	183 978
Total valeurs brutes	847 833	32 206	(6 334)	0	873 704

3.1.3 Rapprochement entre la valeur comptable à l'ouverture et à la clôture de l'exercice des amortissements

La variation des amortissements économiques au titre de l'exercice pour les immobilisations incorporelles et corporelles se présente comme suit :

<i>En K EUR</i>	Montants au 31/12/2018	Augmentation	Diminution	Montants au 31/12/2019
Logiciels	12 477	846	(1)	13 322
Marques et assimilés	-	-	-	-
Brevets	17	-	-	17
Fonds de commerce	160	-	-	160
<i>Sous-total immobilisations incorporelles</i>	12 654	846	(1)	13 499
Terrains	17 437	1 035	(10)	18 462
Constructions	38 885	2 083	(2)	40 966
Installations techniques, matériel et outillage	267 214	11 093	(2 617)	275 690
Installations générales	51 098	2 477	(9)	53 565
Matériel de transport	3 241	748	(825)	3 164
Autres matériels	6 398	512	(226)	6 684
Immobilisations en cours	-	-	-	-
<i>Sous-total immobilisations corporelles</i>	384 273	17 947	(3 689)	398 531
Total amortissements	396 927	18 793	(3 689)	412 030

La variation des amortissements exceptionnels liés à la législation fiscale (amortissements dérogatoires) au titre de l'exercice pour les immobilisations incorporelles et corporelles se présente comme suit :

<i>En K EUR</i>	Montants au 31/12/2018	Augmentation	Diminution	Montants au 31/12/2019
Immobilisations incorporelles	5	0	(5)	0
Immobilisations corporelles	78 423	5 283	(12 150)	71 557
Immobilisations financières	42	114	-	156
Total amortissements dérogatoires	78 471	5 397	(12 155)	71 713

3.1.4 Rapprochement entre la valeur comptable à l'ouverture et à la clôture de l'exercice des dépréciations

<i>En K EUR</i>	Montants au 31/12/2018	Augmentation	Diminution	Transfert	Montants au 31/12/2019
Autres immobilisations incorporelles	85	31	(46)	-	70
<i>Sous-total immobilisations incorporelles</i>	85	31	(46)	-	70
Immobilisations corporelles	25 367	7 631	(4 748)	-	28 251
<i>Sous-total immobilisations corporelles</i>	25 367	7 631	(4 748)	-	28 251
Autres participations	95 080	19 600	-	(0)	114 680
Créances rattachées à des participations	12 105	-	(2 105)	-	10 000
Autres titres immobilisés	0	-	-	-	0
Autres immobilisations financières	14 528	-	-	-	14 528
<i>Sous-total immobilisations financières</i>	121 713	19 600	(2 105)	(0)	139 208
Total dépréciations	147 166	27 262	(6 898)	(0)	167 530

Dépréciation des actifs à durée d'utilisation non limitée

Concernant la valorisation des marques et assimilés, la société les fait évaluer périodiquement par un expert externe à l'entreprise. La dernière évaluation, réalisée au 31 décembre 2016, n'a pas remis en cause les évaluations précédentes

Aucun indice de perte de valeur n'est apparu en 2019 remettant celle-ci en cause au 31 décembre 2019 .

Dépréciations des actifs à durée d'utilisation limitée

La société avait été amenée à constater des dépréciations d'immobilisations, pour l'essentiel partielles, au titre de plusieurs unités ou composants d'unités de production.

Dans le cadre de la mise à jour de ces provisions au titre de l'exercice 2019 , il a été constaté sur la période une dotation nette de 2 884 K€ au titre des immobilisations incorporelles et corporelles.

Le solde des dépréciations au 31 décembre 2019 s'établit à 28 321 K€ portant pour l'essentiel sur les immobilisations corporelles.

Les taux de dépréciations retenus pour chaque unité ou composants d'unités s'appuient :

- d'une part, sur des indices internes, notamment des changements importants intervenus dans le degré d'utilisation des immobilisations concernées, reflétant les niveaux prévisionnels d'activité attendus par la direction de la société au titre de l'exercice 2019 , niveaux qui, dans le contexte d'un marché de la construction offrant actuellement une visibilité réduite, pourrait perdurer au-delà de l'année en cours pour certaines des unités ou composants d'unité de production concernés ;
- d'autre part, sur des indices externes, en particulier l'existence, sur le marché sur lequel la société opère, de capacités de production existantes excédentaires.

3.1.5 Frais de développement

La société poursuit une démarche continue de recherche et développement au travers de son centre technique. Le montant des dépenses s'est élevé à 3 104 K€ au cours de l'exercice.

3.1.6 Informations relatives aux filiales et participations

Le tableau des filiales et participations figure en annexe 1.

Les variations sur les titres de participations et les créances rattachées représentent pour l'essentiel :

- en valeur brute : un abandon de créances financières au bénéfice de Terreal Italie pour 11,6 M€ s'analysant comme un complément de prix d'acquisition des titres de cette entité ;
- en dépréciation : la dépréciation de ce même montant ainsi qu'une dépréciation de 8 M€ sur les titres GSEI.

3.2 Actif circulant

3.2.1 Méthodes comptables

Stocks

Les stocks de matières premières et autres approvisionnements sont valorisés au prix unitaire moyen pondéré (PMP).

Les stocks de produits finis sont valorisés au coût réel moyen annuel de production.

Des provisions pour dépréciation des stocks sont constituées lorsque les produits sont considérés comme non utilisables ou non vendables en l'état.

Dans le cadre de son activité, Terreal exploite des carrières. A ce titre, l'éventuelle part de la valeur du terrain dépassant la valeur du tréfonds ainsi que les coûts accessoires nécessaires à la mise en exploitation sont comptabilisés en encours de production.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Des provisions pour dépréciation sont pratiquées sur les créances dont le recouvrement est jugé incertain.

3.2.2 Etat de variation des stocks

<i>En K EUR</i>	Montants au 31/12/2018	Variation	Montants au 31/12/2019
Matières premières, approvisionnements	35 434	191	35 625
En cours de production de biens	4 743	914	5 657
Produits intermédiaires et finis	31 466	536	32 002
Marchandises	3 092	(139)	2 953
Stocks en valeurs brutes	74 735	1 502	76 237
Matières premières, approvisionnements	(9 060)	(683)	(9 743)
En cours de production de biens	(126)	-	(126)
Produits intermédiaires et finis	(4 641)	758	(3 883)
Marchandises	(570)	299	(271)
Provision sur stocks	(14 397)	374	(14 023)
Total stocks nets	60 338	1 876	62 214

3.2.3 Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice

<i>En K EUR</i>	Montants bruts	A 1 an au +	A + de 1 an
ACTIF IMMOBILISE			
Créances rattachées à des participations	14 173	-	14 173
Autres immobilisations financières	14 559	-	14 559
ACTIF CIRCULANT			
Créances clients	42 674	42 674	-
Autres créances exploitation (hors charges constatées d'avance)	25 637	25 637	-
Total créances	97 044	68 312	28 733

Les autres créances d'exploitation comprennent notamment :

- des créances fiscales à hauteur de 3 916 K€, principalement de TVA ;
- des créances sur d'autres entités du groupe à hauteur de 20 915 K€, dont 10 929 K€ d'avances de trésorerie aux filiales dans le cadre de la gestion de trésorerie centralisée et 9 740 K€, de créance d'impôt sur les sociétés envers la société Terreal Holding, mère du groupe d'intégration fiscale.

3.2.4 Valeurs Mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement au 31 décembre 2019, d'un montant total de 1 628 K€, sont constituées d'OPCVM sans risque.

3.2.5 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance se rapportent essentiellement à l'exploitation.

3.2.6 Prime d'émission d'emprunts

Dans le cadre du refinancement intervenu le 8 août 2019, une prime d'émission d'un montant total de 1 350 K€ a été constatée. Elle porte à la fois sur l'emprunt Senior et la ligne « multi purpose facility ».

Détail de la prime d'émission des emprunts :

<i>En K EUR</i>	Senior	MPF	Total
Durée d'amortissement	7 ans	7 ans	
Montant initial de la prime	825	525	1 350
Amortissement au titre de la période	49	36	86
Total prime de remboursement des emprunts	776	489	1 264

3.2.7 Ecart de conversion actif

Les créances et dettes libellées en devises sont converties au taux de clôture. Les écarts en résultant sont inscrits en écarts de conversion actifs ou passifs. Une provision pour perte de change est constituée pour faire face aux pertes de change latentes.

L'essentiel de l'écart de conversion actif à la clôture porte sur des comptes courants entre Terreal et d'autre société du groupe dans le cadre de la gestion de trésorerie centralisée.

3.3 Capitaux propres

Au 31 décembre 2019 , le capital social est de 87 176 320 EUR, divisé en 5 716 480 actions de 15,25 EUR entièrement libérées.

<i>En K EUR</i>	Montants
Capitaux propres au 31/12/2018 avant affectation	260 428
Dividendes	-
Résultat de l'exercice 2019	(4 180)
Dotations aux provisions réglementées	5 397
Reprises de provisions réglementées	(12 155)
Nouvelle subvention d'investissement	347
Amortissement des subventions d'investissement	(106)
Capitaux propres au 31/12/2019 avant affectation	249 730

Les provisions réglementées sont constituées uniquement d'amortissements dérogatoires. Le détail des mouvements sur provisions réglementées est détaillé à la Note 3.1.3.

3.4 Passif et provisions

3.4.1 Principes, règles et méthodes comptables

Des provisions pour risques et charges sont constituées pour les obligations à l'égard de tiers notamment pour :

- les engagements relatifs à la garantie des produits vendus, dès lors que l'entreprise a connaissance de l'existence d'un risque de réclamation ;
- les litiges ;
- les engagements de retraite et assimilés envers le personnel ;
- les engagements relatifs à la remise en état des carrières pour les surfaces et volumes à réaménager suite à leur exploitation.

Les provisions pour litiges et garanties correspondent à la meilleure estimation du risque à la date d'arrêt.

A la date de leur départ en retraite, les salariés du groupe bénéficient d'une indemnité de départ en retraite déterminée selon la convention collective en fonction notamment de l'ancienneté acquise dans la société et du salaire à la date du départ.

Ces indemnités de départ en retraite font l'objet de la constitution d'une provision calculée selon la méthode actuarielle dite « des unités projetées », qui consiste à probabiliser et actualiser les droits attribués à chaque salarié. Le taux d'actualisation utilisé est le taux de rendement des obligations Corporate de notation AA (zone Euro) pour une durée supérieure à 10 ans.

Les écarts actuariels sont constatés dans l'exercice de leur survenance.

Les primes accordées lors de l'acquisition par les salariés de médailles du travail font également l'objet de la reconnaissance d'une provision calculée selon la même méthode que celle exposée ci-dessus pour les retraites. Le taux d'actualisation utilisé est le taux de rendement des obligations Corporate de notation AA (zone Euro) pour une durée 7-10 ans.

Les provisions pour réaménagement des carrières couvrent le coût estimé de l'obligation de remise en état des carrières après exploitation. Ce coût intègre à la fois les travaux de comblement des espaces et de réaménagement des surfaces.

3.4.2 Rapprochement entre la valeur comptable à l'ouverture et à la clôture des provisions pour risques et charges

<i>En K EUR</i>	Montants au 31/12/2018	Dotations	Reprises utilisées	Reprises sans utilisation	Montants au 31/12/2019
Amortissements dérogatoires	78 471	5 397	(12 155)	-	71 713
Total Provisions réglementées	78 471	5 397	(12 155)	-	71 713
Provisions pour litiges et garanties	3 781	249	(396)	(21)	3 614
Provisions pour pertes de change	729	135	-	(2)	862
Autres provisions	1 963	354	(89)	(941)	1 287
Sous-total Provisions pour risques	6 473	739	(484)	(964)	5 764
Provision retraite et assimilées	14 921	2 106	(653)	1	16 376
Provision médailles du travail	1 112	171	(147)	-	1 136
Provision pour réaménagement des carrières	6 450	460	-	(260)	6 650
Autres provisions pour charges	-	-	-	-	-
Sous-total Provisions pour charges	22 483	2 738	(800)	(259)	24 162
Total Provisions pour risques et charges	28 956	3 476	(1 284)	(1 222)	29 926

Les éléments relatifs aux amortissements dérogatoires sont détaillés en Notes 3.1.1.2 et 3.1.3.

Les taux d'actualisation utilisés pour l'évaluation des engagements de retraite et de médailles du travail au 31 décembre 2019 s'établissent respectivement à 0,75 % et 0,40 %.

A titre d'information complémentaire, le tableau qui suit présente les variations et soldes des provisions sur éléments d'actif.

<i>En K EUR</i>	Montants au 31/12/2018	Dotations	Reprises	Transfert	Montants au 31/12/2019
Provisions sur immobilisations incorporelles	85	31	(46)	-	70
Provisions sur immobilisations corporelles	25 367	7 631	(4 748)	-	28 251
Provisions sur titres de participation et créances rattachées	95 080	19 600	-	(0)	114 680
Provisions sur autres immo financières	26 633	-	(2 105)	-	24 528
Provision sur stocks et en cours	14 397	4 161	(4 535)	-	14 023
Provisions sur créances clients	249	21	(175)	-	95
Provisions sur débiteurs divers	30	6 598	-	-	6 627
Total provisions pour dépréciation	161 842	38 041	(11 608)	(0)	188 275

3.5 Dettes

3.5.1 Dettes financières

Les emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit se décomposent comme suit :

<i>En K EUR</i>	Montant
Emprunt " Senior "	82 500
Intérêts courus et non échus relatifs à cet emprunt	1 661
Total dettes financières	84 161

L'emprunt « Senior » est remboursable in fine le 07 août 2026.

Cependant, le contrat d'emprunt « S.F.A. » ("Senior Facilities Agreement") prévoit également un mécanisme annuel de remboursement anticipé obligatoire basé sur la création de trésorerie au titre de l'exercice précédent, dit clause d'« Excess Cash-Flow ».

Ce mécanisme ne trouvera pas à s'appliquer en 2020 au titre de l'exercice 2019 . Par conséquent, l'intégralité du montant de l'emprunt « Senior » est présentée en dettes à plus d'un an.

Les emprunts et dettes financières divers au 31 décembre 2019 correspondent à :

- des cautions reçues à hauteur de 153 K€ ;
- et, des avances remboursables obtenues de collectivités publiques pour 37 K€.

3.5.2 Echancier des dettes

<i>En K EUR</i>	Montants bruts	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	84 161	1 661	-	82 500
Emprunts et dettes divers	190	37	-	153
Fournisseurs et comptes rattachés	28 691	28 691	-	-
Dettes fiscales et sociales	20 666	20 666	-	-
Dettes sur immobilisations	6 420	6 420	-	-
Autres dettes	33 626	33 626	-	-
Produits constatés d'avance	14	14	-	-
Total échancier des dettes	173 769	91 116	-	82 653

Les échéances des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit sont présentées conformément à leur plan d'amortissement, tel que décrit à la Note 3.5.1 ci-avant.

Les autres dettes sont principalement constituées :

- de comptes courants entre Terreal et d'autres sociétés du groupe, à hauteur de 24 356 K€ dans le cadre de son rôle de gestion centralisée de la trésorerie
- et de montants dus aux clients à hauteur de 7 953 K€.

Les produits constatés d'avance se rapportent exclusivement à l'exploitation.

3.5.3 Ecart de conversion passif

Les créances et dettes libellées en devises sont converties au taux de clôture. Les écarts en résultant sont inscrits en écarts de conversion actifs ou passifs.

4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Ventilation géographique du chiffre d'affaires

<i>En K EUR</i>	France	Export	TOTAL
Chiffre d'affaires net	262 297	19 343	281 639

4.1 Précisions sur les charges à payer et produits à recevoir au titre de l'exercice

Le montant des produits à recevoir s'élève à 1 094 K€ et se détaille de la façon suivante :

<i>En K EUR</i>	Montants
Intérêts courus à recevoir sur prêts aux filiales	-
Montant dus par les fournisseurs	45
Intérêts courus à recevoir sur avances de trésorerie aux filiales	752
Autres intérêts à recevoir	-
Autres produits à recevoir	296
Total des produits à recevoir	1 094

Le montant des charges à payer s'élève à 43 398 K€ et se détaille de la façon suivante :

<i>En K EUR</i>	Montant
Intérêts courus à payer	1 661
Fournisseurs et comptes rattachés	15 572
Dettes sur immobilisations	3 029
Montants dus aux clients	7 850
Dettes fiscales et sociales	14 690
Autres dettes	596
Total des charges à payer	43 398

4.2 Transfert de charges

Les transferts de charges sont pour l'essentiel constitués d'indemnité d'assurance couvrant des dépenses courantes et des remboursements forfaitaires de l'Etat et organismes assimilés relatives à des charges de personnel.

4.3 Résultat financier

Le résultat financier, négatif de 25 593 K€, se compose des éléments suivants :

<i>En K EUR</i>	TOTAL
Dividendes reçus des filiales	2 316
Revenu financier net sur prêts et avances de trésorerie aux filiales	796
Dépréciation titres Terreal Italie	(11 600)
Dépréciation titres GSEI	(8 000)
Dépréciation compte courant Malaisie	(6 598)
Reprise dépréciation créances attachées Terreal Italie	2 105
Charge nette de financement	(4 612)
Résultat Financier	(25 593)

4.4 Détail du résultat exceptionnel

Le profit exceptionnel, d'un montant de 129 K€, comprend notamment les éléments suivants :

<i>En K EUR</i>	TOTAL
Dotations nettes des reprises aux provisions réglementées	6 758
Dotations nettes des reprises aux dépréciations d'immobilisations	(5 775)
Moins-values nette sur cession d'actifs	(1 375)
Autres charges et produits exceptionnels	415
Quote-part de subvention d'investissement	106
Résultat Exceptionnel	129

5. INFORMATIONS RELATIVES A LA FISCALITE

5.1 Intégration fiscale

Depuis le 1er janvier 2006, la société Terreal SAS est membre du groupe d'intégration fiscale dont Terreal Holding est la mère.

La convention d'intégration fiscale pose le principe général de neutralité en prévoyant que les sociétés membres du groupe d'intégration fiscale supportent l'impôt dont elles auraient dû s'acquitter en l'absence d'intégration.

Dans l'hypothèse où une filiale enregistre un déficit au titre d'un exercice, l'économie d'impôt est conservée chez la société mère au titre de l'exercice considéré. Lors d'un exercice ultérieur bénéficiaire, la filiale retrouve la capacité à imputer intégralement son déficit reportable précédemment transmis, selon les règles de prescription de droit commun.

Les économies réalisées par le groupe intégré, non liées aux déficits, bénéficient en totalité à la société mère d'intégration.

5.2 Accroissement et allègement de la dette future d'impôt

<i>En K EUR</i>	Base de calcul	Impôts différés (1)
Provisions réglementées	71 133	18 635
TOTAL IMPOTS DUS	71 133	18 635
Charges déductibles sur exercices suivants court terme	2 448	671
Charges déductibles sur exercices suivants long terme	16 376	4 229
Ecart de conversion passif	-	-
TOTAL IMPOTS PAYES D'AVANCE	18 824	4 900
Solde Net	52 309	13 735

(1) au taux de 28,92 % pour les éléments susceptibles d'être taxés au titre de l'exercice 2020, 27,37 % au titre de l'exercice 2021 et 25,83 % pour les exercices à clôturer à compter du 31 décembre 2022.

5.3 Impôt sur les sociétés

Ventilation de l'impôt sur les sociétés imputables aux éléments exceptionnels et celle imputable aux autres éléments

<i>En K EUR</i>	Avant impôt	Impôt	Après impôt
Résultat courant	6 631	(3 729)	2 902
Résultat exceptionnel	129	(44)	84
Participation	(1 605)	682	(923)
Autres	-	(6 243)	(6 243)
Résultat Net	5 155	(9 335)	(4 180)

Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

La loi de finances pour 2018 a supprimé le crédit d'impôt compétitivité et emploi (CICE) à compter du 1er janvier 2019. A cette date, le CICE a été remplacé par une baisse pérenne de charges sociales employeurs.

La loi instituant le CICE (CGI, art. 244 quater C) prévoit que la société retrace dans ses comptes annuels l'utilisation du CICE perçu (soit dans le cadre d'un pré-financement, soit par imputation sur l'impôt sur les sociétés) conformément aux objectifs de celui-ci.

Le produit de CICE comptabilisé au titre de l'exercice 2016, a pu être imputé pour un montant de 1 032 K€, au cours de l'exercice 2019 au paiement du quatrième acompte de l'impôt sur les sociétés.

Le CICE, comme d'ailleurs tous les autres produits et charges concourant à la formation du résultat, est par essence fongible et il est par conséquent difficile de lui attribuer une utilisation spécifique. Toutefois, il peut être considéré que, conformément à son objectif, le CICE perçu par la société a notamment contribué, dans la limite de son montant :

- au maintien de la politique soutenue d'investissements, ceux-ci s'inscrivant à 19 876 K€ en 2019 après déjà 19 604 K€ réalisés en 2018 (hors avances et acomptes sur immobilisations);
- à la politique sociale mise en œuvre par l'entreprise qui, dans un marché de la construction toujours contrasté en 2019 s'exprime par une volonté forte de préserver l'emploi et un dialogue social permanent.

6. INFORMATIONS AU TITRE DES OPERATIONS REALISEES AVEC DES PARTIES LIEES

Les opérations avec les parties liées concernent des opérations réalisées avec des sociétés susceptibles d'être consolidées par intégration globale par Terreal Holding, société mère du groupe auquel Terreal appartient, ou avec les principaux associés ou dirigeants de Terreal. Ces opérations ayant été conclues à des conditions normales de marché, elles se trouvent exclues du champ de l'information sur les parties liées.

7. INFORMATIONS RELATIVES AUX OPERATIONS ET ENGAGEMENTS ENVERS LES DIRIGEANTS

La société ne verse pas de jetons de présence.

Les dirigeants n'ont pas perçu de rémunération directe au titre de l'exercice de leurs mandats sociaux.

Par ailleurs, la société n'a pas réalisé d'avance ou de crédit aux dirigeants sociaux.

8. INFORMATIONS RELATIVES AUX OPERATIONS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

8.1 Engagements financiers

Engagements donnés

<i>En K EUR</i>	TOTAL
Cautions données pour remise en état des carrières	7 473
Cautions données pour installations classées	3 218
Cautions bancaires données à des fournisseurs	126
Cautions solidaires données à des filiales	450

Garanties liées aux emprunts

L'emprunt "Senior" est garanti au travers d'un dispositif global couvrant les principaux éléments suivants :

- garanties de droit anglais (guarantee and indemnity) consenties par Terreal Holding, Clay Tiles Europe, Terreal et Ludowici Roof Tile au titre du (et dans les termes du) Senior Facilities Agreement, dont le montant total maximum s'élève à 315 000 K€. Les lignes de crédit utilisées dans le cadre de cet accord au 31 décembre 2019 s'élèvent à 285 000 K€, dont 60 000k€ par Terreal Holding, 142 500 K€ par Clay Tiles Europe et 82 500 K€ par Terreal ;
- nantissement du solde des comptes bancaires des sociétés Terreal Holding, Clay Tiles Europe, Terreal et Ludowici Roof Tile ;
- nantissement des titres de Clay Tiles Europe, Terreal, Ludowici Roof Tile (nantissement de droit de l'état de New York) et Terreal Italia S.r.l. (nantissement de droit italien) ;
- nantissement des créances intra groupe de Terreal Holding, Clay Tiles Europe, Terreal et Ludowici Roof Tile.

Le contrat d'emprunt ne prévoit pas de mécanisme de respect de ratios financiers, sauf en cas d'utilisation de la ligne de crédit « multi purpose facility ».

Engagements reçus

De Terreal Malaysia au titre de la clause de remboursement en cas de retour à meilleure fortune de la créance abandonnée :

- pour un montant de 9 021 K€ (39 875 K MYR) au titre des abandons de créances consentis antérieurement à 2013,
- pour un montant de 10 417 K€ (47 622 K MYR) au titre de l'abandon de créance réalisé en 2013.

De Terreal Holding : En application de l'ordonnance n° 2015-839 du 9 juillet 2015 relative à la sécurisation des rentes versées dans le cadre des régimes de retraite mentionnés à l'article L. 137-11 du code de la sécurité sociale, la société Terreal Holding s'est portée caution, à hauteur de 100 %, pour la sécurisation des engagements représentatifs des droits à retraite liquidés et estimés à 309 K€ au 31/12/2019 .

9. INFORMATIONS RELATIVES A L'EFFECTIF

Effectif de fin de période et moyen inscrit

<i>En nombre</i>	31/12/19	Moyenne 2019
Cadres et assimilés	287	288
Agents de maîtrise et techniciens	570	575
Employés	46	41
Ouvriers	563	571
Total	1 466	1 475

10. INFORMATIONS RELATIVES AUX OPERATIONS DE NATURE SPECIFIQUE

10.1 Quotas d'émission de gaz à effet de serre

Les quotas sont constitutifs d'éléments de stock, entrés pour leur valeur d'acquisition. Lorsque les quotas entrant en stocks correspondent à des quotas alloués gratuitement, la valeur d'entrée est nulle.

Ils sont sortis lors de l'émission de gaz à effet de serre et/ou en cas de cession. Un passif est constitué au coût des quotas s'il est nécessaire pour l'entreprise d'en acquérir afin de remplir son obligation de restitution des quotas d'émission.

La société émet des gaz à effets de serre dans le cadre de son activité courante de fabrication de matériaux de construction.

Les quotas détenus le sont uniquement dans le but de se conformer aux obligations relatives aux émissions de gaz à effet de serre prévu à l'article L.229-7 du code de l'environnement. En conséquence, l'entreprise comptabilise des quotas en fonction du modèle économique « production ».

Dans le cadre du plan national d'allocation pour la période 2013 -2020, Terreal s'est vue attribuer un total de 1 583 664 tonnes, dont 188 463 tonnes au titre de 2019 .

Au 31 décembre 2019 , Terreal ne détient que des quotas alloués par l'Etat. Ils permettent de couvrir les restitutions à réaliser début 2019 au titre des émissions de l'année 2019 .

En conséquence, aucune charge à payer n'a été constituée à ce titre.

10.2 Informations sur les transactions effectuées sur des marchés de produits dérivés

Informations sur les transactions effectuées sur des marchés de produits dérivés

Les principes de la comptabilité de couverture sont appliqués de façon obligatoire dès lors qu'une relation de couverture est identifiée en gestion et documentée. Les effets des instruments financiers utilisés pour couvrir et gérer ses risques de change, de taux et de « matières premières » sont reconnus dans le compte de résultat de manière symétrique à ceux de l'élément couvert. Ainsi :

- le résultat des swaps de taux ou CAP est reconnu au rythme des intérêts d'emprunt couverts et classé dans le poste « Intérêts et charges assimilées » ;
- le résultat des dérivés sur matières premières est reconnu au rythme de la consommation des stocks de matières premières couverts et classé dans le poste « Achats de matières premières » ;
- le résultat de change sur les emprunts et dérivés couvrant les titres en devises est reconnu au rythme des dividendes et cessions de titres et classé dans le poste « Produits financiers des participations » ;
- le résultat des dérivés de change couvrant les ventes en devises puis les créances, est reconnu :
 - en partie à la facturation et classé dans le poste « Chiffre d'affaires »,
 - en partie à l'encaissement et classé dans le poste « Autres charges » et « Autres produits ».

Les primes d'option sur les dérivés de taux d'intérêt, sont différées et étalées de façon symétrique à l'élément couvert.

Les variations de valeur des dérivés ne sont pas comptabilisées au bilan, sauf pour permettre d'appliquer le principe de symétrie du résultat.

Les dépréciations ou provisions pour risques portant sur un élément couvert prennent en compte les effets de la couverture.

En cas de disparition de l'élément couvert, l'instrument de couverture est traité comme une position ouverte isolée (voir ci-après).

Positions ouvertes isolées

Les positions ouvertes isolées sont toutes les opérations non qualifiées de couverture. Les pertes et gains dénoués sont comptabilisés en résultat. Les gains latents sont comptabilisés au bilan mais ne sont pas reconnus en résultat. Les pertes latentes sont comptabilisées au bilan et donnent lieu à la constitution d'une provision.

Au 31 décembre 2019 - comme au 31 décembre 2018 - TERREAL SAS ne détient aucun instrument dérivé non qualifié de couverture (pas de position ouverte isolée).

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS
(en K€)

Sociétés	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et Avances consentis par la Sté (brut) (1)	Montant des cautions fournies par la Sté	CA du dernier exercice 2019	Résultat du dernier exercice 2019	Dividendes encaissés au cours du dernier exercice	Date Clôture
				Brute	Nette			12 mois	12 mois		
TERREAL Italie	18 076	12 849	100,00 %	74 034	-	9 959	-	23 387	(7 627)	-	31/12/19
TERREAL Espagne	1 496	2 493	100,00 %	28 793	-	6 716	-	7 407	(1 257)	-	31/12/19
LAHERA PRODUCTIONS	56	5 122	100,00 %	3 957	3 957	-	-	13 956	199	-	31/12/19
SOFIAC	1 600	1 575	100,00 %	4 846	4 846	-	-	0	0	1 000	31/12/19
GSEI	12 486	6 805	51,00%	29 218	21 218	333	-	52 805	(189)	-	31/12/19
TERREAL Malaisie (2)	15 451	1 783	100,00 %	13 751	9 900	6 667	-	8 339	(2 650)	-	31/12/19
TERREAL Singapour (3)	662	812	100,00 %	620	620	-	-	5 327	86	1 316	31/12/19
TOTAL	49 827	31 439		155 219	40 541	23 675	-	111 221	(11 438)	2 316	

(1) somme des prêts (pour un montant de 14 174 K€) et des comptes courants d'associés (pour un montant de 9 501 K€).

(2) cours moyen 1EUR = 4,6372 MYR; cours de clôture 1EUR =4,5953 MYR.

(3) cours moyen 1EUR = 1,5272 SGD; cours de clôture 1EUR =1,5111 SGD.

LISTE DES AUTORISATIONS D'EXPLOITATION TERREAL

Carrières TERREAL en activité				
Nom	Département	Commune	Matériaux exploités	Date du dernier arrêté d'autorisation
Saint-Papoul	11	Saint-Papoul	Argile	18/12/2003
Bordeneuve	11	Labécède-Lauragais et La Pomarède	Argile / Sable	18/12/2003
Neuilly 2	14	Neuilly-la-Forêt	Argile	16/02/2007
Bavent	14	Bavent	Argile	07/12/2017
La Fidora	16	Terres de Haute Charente	Argile	23/05/2007
Laplaud 2 / Le Grand Champ	16	Manot	Sable	27/07/2007
La Faurie	16	Cherves-Châtelars	Argile	06/04/2012
Pièce des Vergnes	16	Terres de Haute Charente	Argile	27/04/2012
Les Vignauds	16	Terres de Haute Charente	Argile	26/08/2016
Les Paleines	16	Terres de Haute Charente	Argile	26/08/2016
La Croix aux Loups	16	Abzac	Argile	29/05/2020
Le Breuil	16	Vitrac-Saint-Vincent	Argile	10/01/2022
Montpon	24	Saint-Barthélémy-de-Bellegarde	Argile / Sable	22/03/2012
Colomiers	31	Colomiers	Argile / Marne	11/08/2010
Amigny-Thereval	50	Amigny et Thereval	Argile	17/10/2018
Bois de Vittaud	71	Chagny	Argile / Marne	19/09/2008
Forêt de Chagny (D4)	71	Chagny	Argile / Marne	16/10/2018
Chapet	78	Chapet	Argile	12/05/2014
Rieussequel	81	Saint-Amans-Soult	Sable	02/08/2004

TABLEAUX DE CALCUL DES GARANTIES FINANCIERES

Calcul du montant des garanties financières

Notice explicative

Le montant des garanties financières est établi conformément au mode de calcul décrit dans l'arrêté du 24 décembre 2009, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

Il est calculé suivant les phasages d'exploitation et de remise en état établis par TERREAL.

La durée d'autorisation demandée étant de 30 ans, le montant des garanties est évalué pour 6 périodes de 5 ans. Le montant des garanties financières retenu pour chaque période est le plus élevé des cinq années correspondantes.

L'exploitation étant menée en fosse, avec remise en état coordonnée à l'avancement de l'extraction, le montant des garanties est calculé à partir de la formule n° 2 de l'annexe 1 de l'arrêté :

$$CR = \alpha \cdot (S1.C1 + S2.C2 + S3.C3)$$

Où :

- CR (en €) : montant des garanties financières pour la période considérée.
- S1 (en ha) : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichage.
- S2 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation), diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.
- S3 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire de chaque front par la hauteur moyenne du front hors d'eau, diminuée des surfaces remises en état.

On définit α tel que :

$$\alpha = \frac{Index}{index_0} \times \frac{(1 + TVA_R)}{1 + TVA_0}$$

Avec :

Index : indice TP01 d'avril 2023 soit 129,4 en base 2010

Index₀ : indice TP01 de mai 2009 soit 94,3 en base 2010

TVA_R : taux de la TVA applicable en avril 2023 soit 0,200

TVA₀ : taux de la TVA applicable en janvier 2009 soit 0,196

Note : L'indice TP01 a changé de base (base 100 en 2010). Par conséquent l'indice retenu provient de la nouvelle base (129,4 en avril 2023). L'indice de mai 2009 a été calculé en base 2010 en divisant l'indice de l'ancienne base par un coefficient de raccordement égal à 6,5345 soit un indice de 94,3.

Coûts unitaires :

- C1 : 15 555 €/ha
- C2 : 36 290 €/ha pour les 5 premiers hectares ; 29 625 €/ha pour les 5 suivants et 22 220 €/ha au-delà
- C3 : 17 775 €/ha

Les surfaces prises en compte dans les calculs du montant des garanties financières sont celles représentées sur les plans de phasages d'exploitation. Les surfaces S1 correspondent à la plateforme de stockages, aux surfaces dédiées au traitement des eaux de ruissellement, aux pistes et aux merlons.

Le détail des calculs est donné sous forme de tableaux. Les totaux présentés dans les tableaux de calcul correspondent au calcul de : $(S1.C1 + S2.C2 + S3.C3)$.

Tableau récapitulatif

Les montants suivants sont actualisés avec le dernier indice TP01 disponible correspondant au mois d'avril 2023 soit 129,4.

Période	Montant des garanties financières calculé (€)	Montant des garanties financières actualisé (€)
Première période	254 901	350 949
Deuxième période	403 651	555 748
Troisième période	399 381	549 870
Quatrième période	392 233	540 028
Cinquième période	486 718	670 116
Sixième période	597 258	822 308

Première période de 5 ans

Arrêté du 24 décembre 2009

Calcul portant sur les parcelles sollicitées

Carrière en fosse sans plan d'eau

$C = S1C1 + S2C2 + S3C3$

avec S1 Surface des infrastructures et surface défrichée, en ha
 S2 Surface en chantier et surface découverte, en ha
 S3 Surface de fronts, en ha

		2025	2026	2027	2028	2029
Eléments de calcul						
S1	Surface infrastructures et défrichée, en ha					
	Surface infrastructures	3,9194	3,9194	3,9194	3,9194	3,9194
	Surface défrichée					
S2	Surface en chantier, en ha					
	Surface découverte et					
	Surface en chantier	1,0317	2,0634	3,0952	4,1269	5,1586
S3	Surface de fronts, en ha					
	Surface de fronts	0,4380	0,4380	0,4380	0,4380	0,4380

CARRIERE TERREAL DU JOUX

Première période de 5 ans

Calcul du montant de la garantie financière

Année	S1 ha	C1 €/ha	S1.C1 €	S2 ha	S < 5ha	S <10 ha	S>10 ha	C2 €/ha	C 0 à 5 ha	C 5 à 10 ha	C >10 ha	S2.C2 €	S3 ha	C3 €/ha	S3.C3 €	Total € TTC	Total actualisé € TTC
2025	3,9194	15555,00	60966,27	1,0317	1,0317			36290,00	37441,12				0,4380	17775,00	7785,45		
						0,0000		29625,00		0,00							
							0,0000	22220,00			0,00	37441,119				106192,84	146206,90
2026	3,9194	15555,00	60966,27	2,0634	2,0634			36290,00	74882,24				0,4380	17775,00	7785,45		
						0,0000		29625,00		0,00							
							0,0000	22220,00			0,00	74882,238				143633,95	197756,04
2027	3,9194	15555,00	60966,27	3,0952	3,0952			36290,00	112323,36				0,4380	17775,00	7785,45		
						0,0000		29625,00		0,00							
							0,0000	22220,00			0,00	112323,36				181075,07	249305,19
2028	3,9194	15555,00	60966,27	4,1269	4,1269			36290,00	149764,48				0,4380	17775,00	7785,45		
						0,0000		29625,00		0,00							
							0,0000	22220,00			0,00	149764,48				218516,19	300854,34
2029	3,9194	15555,00	60966,27	5,1586	5,0000			36290,00	181450,00				0,4380	17775,00	7785,45		
						0,1586		29625,00		4698,53							
							0,0000	22220,00			0,00	186148,53				254900,24	350948,10

CARRIERE TERREAL DU JOUX

Plan de calcul des garanties financières

Deuxième période de 5 ans

Arrêté du 24 décembre 2009

Carrière en fosse sans plan d'eau

Calcul portant sur les parcelles sollicitées

$$C = S1C1 + S2C2 + S3C3$$

avec S1 Surface des infrastructures et surface défrichée, en ha
 S2 Surface en chantier et surface découverte, en ha
 S3 Surface de fronts, en ha

		2030	2031	2032	2033	2034
Eléments de calcul						
S1	Surface infrastructures et défrichée, en ha					
	Surface infrastructures Surface défrichée	4,2606	4,2606	4,2606	4,2606	4,2606
S2	Surface en chantier, en ha					
	Surface découverte Surface en chantier	6,0263	6,8940	7,7618	8,6295	9,4972
S3	Surface de fronts, en ha					
	Surface de fronts	1,2769	1,2769	1,2769	1,2769	1,2769

CARRIERE TERREAL DU JOUX

Deuxième période de 5 ans

Calcul du montant de la garantie financière

Année	S1 ha	C1 €/ha	S1.C1 €	S2 ha	S < 5ha	S <10 ha	S>10 ha	C2 €/ha	C 0 à 5 ha	C 5 à 10 ha	C >10 ha	S2.C2 €	S3 ha	C3 €/ha	S3.C3 €	Total € TTC	Total actualisé € TTC
2030	4,2606	15555,00	66273,63	6,0263	5,0000	1,0263	0,0000	36290,00 29625,00 22220,00	181450,00	30404,73	0,00	211854,73	1,2769	17775,00	22696,90	300825,26	414177,93
2031	4,2606	15555,00	66273,63	6,8940	5,0000	1,8940	0,0000	36290,00 29625,00 22220,00	181450,00	56110,94	0,00	237560,94	1,2769	17775,00	22696,90	326531,47	449570,38
2032	4,2606	15555,00	66273,63	7,7618	5,0000	2,7618	0,0000	36290,00 29625,00 22220,00	181450,00	81817,14	0,00	263267,14	1,2769	17775,00	22696,90	352237,67	484962,83
2033	4,2606	15555,00	66273,63	8,6295	5,0000	3,6295	0,0000	36290,00 29625,00 22220,00	181450,00	107523,35	0,00	288973,35	1,2769	17775,00	22696,90	377943,88	520355,28
2034	4,2606	15555,00	66273,63	9,4972	5,0000	4,4972	0,0000	36290,00 29625,00 22220,00	181450,00	133229,55	0,00	314679,55	1,2769	17775,00	22696,90	403650,08	555747,72

CARRIERE TERREAL DU JOUX

Plan de calcul des garanties financières

Troisième période de 5 ans

Arrêté du 24 décembre 2009

Carrière en fosse sans plan d'eau

Calcul portant sur les parcelles sollicitées

$$C = S1C1 + S2C2 + S3C3$$

avec S1 Surface des infrastructures et surface défrichée, en ha
 S2 Surface en chantier et surface découverte, en ha
 S3 Surface de fronts, en ha

		2035	2036	2037	2038	2039
Eléments de calcul						
S1	Surface infrastructures et défrichée, en ha					
	Surface infrastructures Surface défrichée	4,5617	4,5617	4,5617	4,5617	4,5617
S2	Surface en chantier, en ha					
	Surface découverte Surface en chantier	9,2586	9,0201	8,7815	8,5430	8,3044
S3	Surface de fronts, en ha					
	Surface de fronts	1,1708	1,1708	1,1708	1,1708	1,1708

CARRIERE TERREAL DU JOUX

Troisième période de 5 ans

Calcul du montant de la garantie financière

Année	S1 ha	C1 €/ha	S1.C1 €	S2 ha	S < 5ha	S <10 ha	S>10 ha	C2 €/ha	C 0 à 5 ha	C 5 à 10 ha	C >10 ha	S2.C2 €	S3 ha	C3 €/ha	S3.C3 €	Total € TTC	Total actualisé € TTC
2035	4,5617	15555,00	70957,24	9,2586	5,0000			36290,00	181450,00				1,1708	17775,00	20810,97		
						4,2586		29625,00		126162,21							
							0,0000	22220,00			0,00	307612,21				399380,42	549869,24
2036	4,5617	15555,00	70957,24	9,0201	5,0000			36290,00	181450,00				1,1708	17775,00	20810,97		
						4,0201		29625,00		119094,87							
							0,0000	22220,00			0,00	300544,87				392313,08	540138,88
2037	4,5617	15555,00	70957,24	8,7815	5,0000			36290,00	181450,00				1,1708	17775,00	20810,97		
						3,7815		29625,00		112027,53							
							0,0000	22220,00			0,00	293477,53				385245,74	530408,53
2038	4,5617	15555,00	70957,24	8,5430	5,0000			36290,00	181450,00				1,1708	17775,00	20810,97		
						3,5430		29625,00		104960,19							
							0,0000	22220,00			0,00	286410,19				378178,40	520678,18
2039	4,5617	15555,00	70957,24	8,3044	5,0000			36290,00	181450,00				1,1708	17775,00	20810,97		
						3,3044		29625,00		97892,85							
							0,0000	22220,00			0,00	279342,85				371111,06	510947,82

CARRIERE TERREAL DU JOUX

Plan de calcul des garanties financières

Quatrième période de 5 ans

Arrêté du 24 décembre 2009

Carrière en fosse sans plan d'eau

Calcul portant sur les parcelles sollicitées

$$C = S1C1 + S2C2 + S3C3$$

avec S1 Surface des infrastructures et surface défrichée, en ha
 S2 Surface en chantier et surface découverte, en ha
 S3 Surface de fronts, en ha

		2040	2041	2042	2043	2044
Eléments de calcul						
S1	Surface infrastructures et défrichée, en ha					
	Surface infrastructures	5,3057	5,3057	5,3057	5,3057	5,3057
	Surface défrichée					
S2	Surface en chantier, en ha					
	Surface découverte					
	Surface en chantier	8,3536	8,4028	8,4521	8,5013	8,5505
S3	Surface de fronts, en ha					
	Surface de fronts	1,2978	1,2978	1,2978	1,2978	1,2978

CARRIERE TERREAL DU JOUX

Quatrième période de 5 ans

Calcul du montant de la garantie financière

Année	S1 ha	C1 €/ha	S1.C1 €	S2 ha	S < 5ha	S <10 ha	S>10 ha	C2 €/ha	C 0 à 5 ha	C 5 à 10 ha	C >10 ha	S2.C2 €	S3 ha	C3 €/ha	S3.C3 €	Total € TTC	Total actualisé € TTC
2040	5,3057	15555,00	82530,16	8,3536	5,0000			36290,00	181450,00				1,2978	17775,00	23068,40		
						3,3536		29625,00		99350,99							
							0,0000	22220,00			0,00	280800,99				386399,55	531997,10
2041	5,3057	15555,00	82530,16	8,4028	5,0000			36290,00	181450,00				1,2978	17775,00	23068,40		
						3,4028		29625,00		100809,14							
							0,0000	22220,00			0,00	282259,14				387857,69	534004,68
2042	5,3057	15555,00	82530,16	8,4521	5,0000			36290,00	181450,00				1,2978	17775,00	23068,40		
						3,4521		29625,00		102267,28							
							0,0000	22220,00			0,00	283717,28				389315,84	536012,26
2043	5,3057	15555,00	82530,16	8,5013	5,0000			36290,00	181450,00				1,2978	17775,00	23068,40		
						3,5013		29625,00		103725,42							
							0,0000	22220,00			0,00	285175,42				390773,98	538019,83
2044	5,3057	15555,00	82530,16	8,5505	5,0000			36290,00	181450,00				1,2978	17775,00	23068,40		
						3,5505		29625,00		105183,56							
							0,0000	22220,00			0,00	286633,56				392232,12	540027,41

CARRIERE TERREAL DU JOUX

Plan de calcul des garanties financières

Cinquième période de 5 ans

Arrêté du 24 décembre 2009

Carrière en fosse sans plan d'eau

Calcul portant sur les parcelles sollicitées

$$C = S1C1 + S2C2 + S3C3$$

avec S1 Surface des infrastructures et surface défrichée, en ha
 S2 Surface en chantier et surface découverte, en ha
 S3 Surface de fronts, en ha

		2045	2046	2047	2048	2049
Eléments de calcul						
S1	Surface infrastructures et défrichée, en ha					
	Surface infrastructures Surface défrichée	5,4032	5,4032	5,4032	5,4032	5,4032
S2	Surface en chantier, en ha					
	Surface découverte Surface en chantier	9,2339	9,9174	10,6008	11,2843	11,9677
S3	Surface de fronts, en ha					
	Surface de fronts	1,6525	1,6525	1,6525	1,6525	1,6525

CARRIERE TERREAL DU JOUX

Cinquième période de 5 ans

Calcul du montant de la garantie financière

Année	S1 ha	C1 €/ha	S1.C1 €	S2 ha	S < 5ha	S <10 ha	S>10 ha	C2 €/ha	C 0 à 5 ha	C 5 à 10 ha	C >10 ha	S2.C2 €	S3 ha	C3 €/ha	S3.C3 €	Total € TTC	Total actualisé € TTC
2045	5,4032	15555,00	84046,78	9,2339	5,0000			36290,00	181450,00				1,6525	17775,00	29373,19		
						4,2339		29625,00		125430,47							
							0,0000	22220,00			0,00	306880,47				420300,44	578672,03
2046	5,4032	15555,00	84046,78	9,9174	5,0000			36290,00	181450,00				1,6525	17775,00	29373,19		
						4,9174		29625,00		145677,38							
							0,0000	22220,00			0,00	327127,38				440547,35	606548,09
2047	5,4032	15555,00	84046,78	10,6008	5,0000			36290,00	181450,00				1,6525	17775,00	29373,19		
						5,0000		29625,00		148125,00							
							0,6008	22220,00			13350,22	342925,22				456345,18	628298,64
2048	5,4032	15555,00	84046,78	11,2843	5,0000			36290,00	181450,00				1,6525	17775,00	29373,19		
						5,0000		29625,00		148125,00							
							1,2843	22220,00			28536,26	358111,26				471531,22	649206,86
2049	5,4032	15555,00	84046,78	11,9677	5,0000			36290,00	181450,00				1,6525	17775,00	29373,19		
						5,0000		29625,00		148125,00							
							1,9677	22220,00			43722,29	373297,29				486717,26	670115,09

CARRIERE TERREAL DU JOUX

Plan de calcul des garanties financières

Sixième période de 5 ans

Arrêté du 24 décembre 2009

Calcul portant sur les parcelles sollicitées

Carrière en fosse sans plan d'eau

$$C = S1C1 + S2C2 + S3C3$$

avec S1 Surface des infrastructures et surface défrichée, en ha
 S2 Surface en chantier et surface découverte, en ha
 S3 Surface de fronts, en ha

		2050	2051	2052	2053	2054
Eléments de calcul						
S1	Surface infrastructures et défrichée, en ha					
	Surface infrastructures Surface défrichée	5,5187	5,5187	5,5187	5,5187	5,5187
S2	Surface en chantier, en ha					
	Surface découverte Surface en chantier	12,9691	13,9705	14,9719	15,9733	16,9747
S3	Surface de fronts, en ha					
	Surface de fronts	1,5112	1,5112	1,5112	1,5112	1,5112

CARRIERE TERREAL DU JOUX

Sixième période de 5 ans

Calcul du montant de la garantie financière

Année	S1 ha	C1 €/ha	S1.C1 €	S2 ha	S < 5ha	S <10 ha	S>10 ha	C2 €/ha	C 0 à 5 ha	C 5 à 10 ha	C >10 ha	S2.C2 €	S3 ha	C3 €/ha	S3.C3 €	Total € TTC	Total actualisé € TTC
2050	5,5187	15555,00	85843,38	12,9691	5,0000			36290,00	181450,00				1,5112	17775,00	26861,58		
						5,0000		29625,00		148125,00							
							2,9691	22220,00			65973,40	395548,4				508253,36	699766,12
2051	5,5187	15555,00	85843,38	13,9705	5,0000			36290,00	181450,00				1,5112	17775,00	26861,58		
						5,0000		29625,00		148125,00							
							3,9705	22220,00			88224,51	417799,51				530504,47	730401,57
2052	5,5187	15555,00	85843,38	14,9719	5,0000			36290,00	181450,00				1,5112	17775,00	26861,58		
						5,0000		29625,00		148125,00							
							4,9719	22220,00			110475,62	440050,62				552755,58	761037,02
2053	5,5187	15555,00	85843,38	15,9733	5,0000			36290,00	181450,00				1,5112	17775,00	26861,58		
						5,0000		29625,00		148125,00							
							5,9733	22220,00			132726,73	462301,73				575006,68	791672,47
2054	5,5187	15555,00	85843,38	16,9747	5,0000			36290,00	181450,00				1,5112	17775,00	26861,58		
						5,0000		29625,00		148125,00							
							6,9747	22220,00			154977,83	484552,83				597257,79	822307,92

ROSE DES VENTS METEO-FRANCE



NORMALES DE ROSE DE VENT

Vent maxi. instantané quotidien à 10 mètres

Période 1981-2000

CHATEAUROUX DEOLS (36)

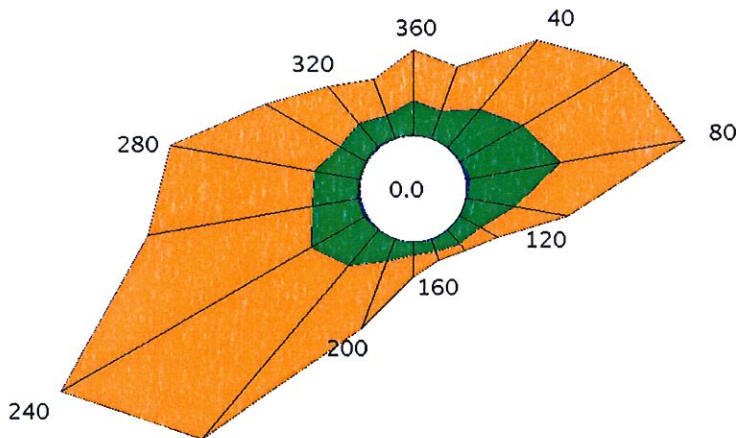
Indicatif : 36063001, alt : 162 m., lat : 46°51'30"N, lon : 01°43'12"E

Fréquence des vents en fonction de leur provenance en %

Tableau de répartition

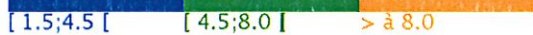
Nombre de cas étudiés : 7305

Manquants : 56

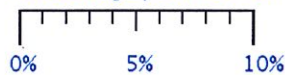


Dir.	[1.5;4.5 [[4.5;8.0]	> 8.0 m/s	Total
20	+	1.2	2.0	3.3
40	+	2.1	3.8	6.0
60	+	3.1	5.1	8.3
80	0.2	3.9	5.4	9.5
100	+	2.1	2.3	4.5
120	+	1.0	0.9	1.9
140	+	0.8	0.4	1.2
160	+	0.5	0.4	1.0
180	+	0.6	0.9	1.5
200	+	1.0	3.0	4.1
220	+	2.0	9.7	11.7
240	0.2	2.6	12.3	15.0
260	0.1	2.0	7.1	9.2
280	+	1.9	6.3	8.3
300	+	1.3	3.6	5.0
320	0.1	1.2	2.1	3.4
340	+	1.0	1.6	2.7
360	+	1.4	2.1	3.6
Total	1.5	29.6	68.9	100.0
[0;1.5 [0

Groupes de vitesses (m/s)



Pourcentage par direction



Dir. : Direction d'où vient le vent en rose de 360° : 90° = Est, 180° = Sud, 270° = Ouest, 360° = Nord
le signe + indique une fréquence non nulle mais inférieure à 0.1%

N.B. : La vente, redistribution ou rediffusion des informations reçues, en l'état ou sous forme de produits dérivés, est strictement interdite sans l'accord de METEO-FRANCE

RAPPORTS D'ANALYSES D'EAUX SUPERFICIELLES

RUISSEAU DE L'ETANG

AL-West B.V.

Dortmundstraat 16B, 7418 BH Deventer, the Netherlands
Tel. +31(0)570 788110
e-Mail: info@al-west.nl, www.al-west.nl

COMIREM SCOP
26 rue Hubert Le Sellier de Chezelles
36130 DEOLS
FRANCE

Date 30.06.2021
N° Client 35004446
N° commande 1057286

RAPPORT D'ANALYSES

n° Cde 1057286 Eau

Client 35004446 COMIREM SCOP
Référence 21080_20270_joux_ru
Date de validation 24.06.21
Prélèvement par: Client

Madame, Monsieur

A réception, la température de l'enceinte de vos échantillons était supérieure à 8°C. Ceci peut affecter la fiabilité de certains résultats.

Respectueusement,



AL-West B.V. Mme Fatima-Zahra Saati, Tel. 33/380680132
Chargée relation clientèle

Les activités rapportées dans ce document sont accréditées selon EN ISO/IEC 17025:2017. Seules les activités non accréditées sont identifiées par le symbole " *) " .

AL-West B.V.

Dortmundstraat 16B, 7418 BH Deventer, the Netherlands
Tel. +31(0)570 788110
e-Mail: info@al-west.nl, www.al-west.nl



AGROLAB GROUP

Your labs. Your service.

n° Cde 1057286 Eau

N° échant.	Nom d'échantillon	Prélèvement	Site du prélèvement
559474	RE	22.06.2021	

Unité 559474
RE

Analyses Physico-chimiques

Conductivité à 25°C (Lab)	µS/cm	388
pH (Lab.)		7,8
Température	°C	20,2
Ammonium-N	mg/l	0,04
Azote Kjeldahl (NTK)	mg/l	1,4
Nitrates - N	mg/l	0,13
Nitrites - N	mg/l	<0,01
Phosphore total (P)	mg/l	0,12
DBO 5	mg/l	1
Demande chimique en oxygène (DCO)	mg/l	35
Méthode DBO	Jours	(5)
Matières en suspension	mg/l	16
COT	mg/l	9,9
N-global	mg/l	1,5 ^{x)}

Métaux

Arsenic (As)	µg/l	<5,0
Cadmium (Cd)	µg/l	<0,10
Chrome (Cr)	µg/l	<2,0
Cuivre (Cu)	µg/l	<2,0
Mercure (Hg)	µg/l	<0,03
Nickel (Ni)	µg/l	<5,0
Plomb (Pb)	µg/l	<5,0
Zinc (Zn)	µg/l	4,3

Hydrocarbures totaux

Hydrocarbures totaux C10-C40	µg/l	<50
Fraction C10-C12	µg/l	<10 ⁾
Fraction C12-C16	µg/l	<10 ⁾
Fraction C16-C20	µg/l	<5,0 ⁾
Fraction C20-C24	µg/l	<5,0 ⁾
Fraction C24-C28	µg/l	<5,0 ⁾
Fraction C28-C32	µg/l	<5,0 ⁾
Fraction C32-C36	µg/l	<5,0 ⁾
Fraction C36-C40	µg/l	<5,0 ⁾

x) Les résultats ne tiennent pas compte des teneurs en dessous des seuils de quantification.

Les activités rapportées dans ce document sont accréditées selon EN ISO/IEC 17025:2017. Seules les activités non accréditées sont identifiées par le symbole "x)".

AL-West B.V.

Dortmundstraat 16B, 7418 BH Deventer, the Netherlands
Tel. +31(0)570 788110
e-Mail: info@al-west.nl, www.al-west.nl

n° Cde 1057286 Eau

Explication: dans la colonne de résultats "<" signifie inférieur à la limite de quantification; n.d. signifie non déterminé.
Les incertitudes de mesure analytiques spécifiques aux paramètres ainsi que des informations sur la procédure de calcul sont disponibles sur demande, si les résultats communiqués sont supérieurs à la limite de quantification spécifique au paramètre.

Remarque par rapport

559474 : RE

Analyse des nitrates: une teneur en chlorure supérieure à 100 mg / l peut avoir un effet négatif sur la teneur en nitrates.

Remarque par rapport

559474 : RE

Analyse des nitrites : le chlore libre peut interférer avec la détermination des nitrites.

Remarque par rapport

559474 : RE

? de analyse werd uitgevoerd met onderdrukking van nitrificatie.

Remarque par rapport

559474 : RE

La méthode d'analyse de la DBO5 est effectuée conformément à la norme en (5) jours ou (2 + 5) jours.

Début des analyses: 24.06.2021

Fin des analyses: 30.06.2021

Les résultats portent exclusivement sur les échantillons analysés. Si le laboratoire n'est pas responsable de l'échantillonnage, les résultats correspondent à l'échantillon tel qu'il a été reçu. La reproduction d'extraits de ce rapport sans notre autorisation écrite n'est pas autorisée.



AL-West B.V. Mme Fatima-Zahra Saati, Tel. 33/380680132
Chargée relation clientèle

Liste des méthodes

Conforme à EN 1484 (déterminé comme CONP) : COT

Conforme à EN 1899-1 (1998): DBO 5 Méthode DBO

Conforme à EN 872 : Matières en suspension

Conforme à EN-ISO17294-2 (2004): Arsenic (As) Cadmium (Cd) Chrome (Cr) Cuivre (Cu) Nickel (Ni) Plomb (Pb) Zinc (Zn)

Conforme à ISO 10523: pH (Lab.) Température

Conforme à ISO 15923-1: Ammonium-N Nitrates - N Nitrites - N

Conforme à ISO 7888: Conductivité à 25°C (Lab)

Conforme à NEN 6642 (somme l'azote Kjeldahl, nitrite, nitrate) : N-global

Conforme à NEN 6646: Azote Kjeldahl (NTK)

Conforme à NF T 90-101: Demande chimique en oxygène (DCO)

EN 1483 (2007) : Mercure (Hg)

Équivalent à EN-ISO 15681-2: Phosphore total (P)

Équivalent à EN-ISO 9377-2^{*)}: Fraction C10-C12 Fraction C12-C16 Fraction C16-C20 Fraction C20-C24 Fraction C24-C28
Fraction C28-C32 Fraction C32-C36 Fraction C36-C40

Équivalent à EN-ISO 9377-2: Hydrocarbures totaux C10-C40

AL-West B.V.

Dortmundstraat 16B, 7418 BH Deventer, the Netherlands
Tel. +31(0)570 788110
e-Mail: info@al-west.nl, www.al-west.nl



Les activités rapportées dans ce document sont accréditées selon EN ISO/IEC 17025:2017. Seules les activités non accréditées sont identifiées par le symbole " *) " :

Kamer van Koophandel
Nr. 08110898
VAT/BTW-ID-Nr.:
NL 811132559 B01

Directeur
ppa. Marc van Gelder
Dr. Paul Wimmer

AL-West B.V.

Dortmundstraat 16B, 7418 BH Deventer, the Netherlands
Tel. +31(0)570 788110
e-Mail: info@al-west.nl, www.al-west.nl



AGROLAB GROUP

Your labs. Your service.

Annexe de N° commande 1057286

CONSERVATION, TEMPS DE CONSERVATION ET FLACONNAGE

Le délai de conservation des échantillons est expiré pour les analyses suivantes :

Température	559474
Conductivité à 25°C (Lab)	559474
DBO 5	559474
Matières en suspension	559474
pH (Lab.)	559474

Les activités rapportées dans ce document sont accréditées selon EN ISO/IEC 17025:2017. Seules les activités non accréditées sont identifiées par le symbole " *) " .

AL-West B.V.

Dortmundstraat 16B, 7418 BH Deventer, the Netherlands
Tel. +31(0)570 788110
e-Mail: info@al-west.nl, www.al-west.nl

CHROMATOGRAM for Order No. 1057286, Analysis No. 559474, created at 27.06.2021 10:17:48

Nom d'échantillon: RE

